

LES CHEFS EN CAMPAGNE

LÉVESQUE:

Je n'ai jamais vu autant d'ardeur

■ Même si, de l'avis de la plupart des observateurs, la campagne référendaire ne sera déclenchée que demain devant l'Assemblée nationale par le premier ministre Lévesque, les camps du OUI et du NON ont profité de la fin de semaine pour engager les hostilités. Hier, à Donnacona, près de Québec, le chef du Parti québécois a mis en garde de 600 à 700 organisateurs des seize circonscriptions de la Capitale et

des huit comtés de la Mauricie contre un excès de confiance. «Je n'ai jamais vu une campagne s'amorcer avec autant d'enthousiasme, a-t-il déclaré. Au même moment, à Chicoutimi, au cœur d'un château-fort péquiste, le leader libéral Claude Ryan a prévenu qu'une éventuelle victoire du OUI amènerait une crise majeure au Canada dont le Parti québécois voudrait profiter pour atteindre son but réel, l'indépendance politique du Québec.

page A 9

RYAN:

Un Oui mènerait à une crise majeure au Canada

Guy Lafleur risque d'être encore sur le carreau pendant à peu près deux semaines à la suite de la blessure au genou qu'il a subie vendredi soir à Hartford. Chose presque certaine, il ratera les deux premiers matches de la ronde quart de finale, mercredi et jeudi à Montréal. Moins optimiste que le médecin de l'équipe Lafleur dit: «Je ne sais vraiment pas combien de temps je serai absent, mais ça regarde mal».

page C 2

Lafleur ne jouerait pas avant 2 semaines

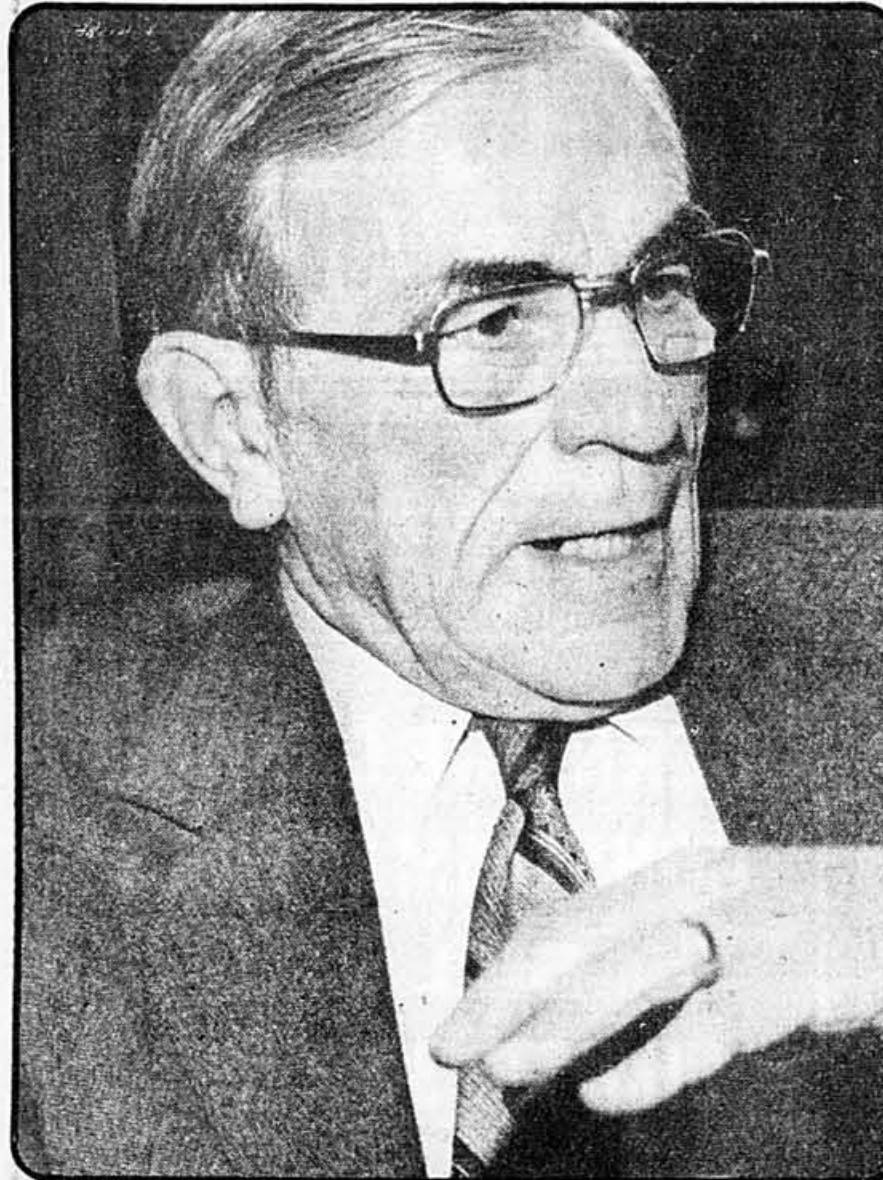


LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMÉRIQUE
la presse

MONTRÉAL, LUNDI 14 AVRIL 1980, 96e ANNÉE, no 88, 52 PAGES, 4 CAHIERS

25 CENTS

ABONNEMENT LUNDI AU SAMEDI \$2.00



DES DÉCISIONS À L'AUTOMNE

Série d'études sur l'avenir d'Hydro

■ D'ici à l'automne prochain, le conseil d'administration d'Hydro-Québec disposera d'une série d'études qui lui permettront de prendre des décisions qui pourraient apporter des modifications sensibles aux façons de fonctionner de la première société d'État québécoise.

ROGER LEROUX

Ces études portent notamment sur le rôle du nucléaire dans le bilan énergétique québécois, les possibilités de pénétration du gaz naturel et les ventes d'électricité à l'extérieur des frontières de la province, la part qu'Hydro-Québec pourrait assumer dans les efforts de développement industriel, l'attitude qu'elle devra prendre face aux populations touchées par ses développements et naturelle-

ment, la principale de toutes ces analyses, le plan de développement des installations pour les cinq et dix prochaines années.

Au cours d'une entrevue qu'il a accordée à LA PRESSE, le président du conseil d'administration, Lucien Saulnier, dont le premier mandat de deux ans prendra fin à la fin de septembre, n'a pas voulu parler de changement de cap dans les grandes orientations de la société. «Je ne suis pas bien placé pour en juger», M. Saulnier préfère dire simplement que «le conseil a estimé toute cette réflexion nécessaire».

Cette réflexion découle en bonne partie de l'adoption de la loi 41 qui a modifié il y a deux ans le mandat d'Hydro-Québec. Jusqu'en 1978, l'activité d'Hydro-Québec a été marquée principalement par la réalisation de très grands projets qu'elle a

menés à terme en jouissant d'une très large autonomie face au gouvernement qui lui avait confié comme mandat «de fournir de l'électricité au meilleur coût possible».

En modifiant sa charte et en nommant un conseil d'administration comme il en existe dans les sociétés privées, le gouvernement a élargi de façon importante le rôle d'Hydro-Québec qui doit maintenant tenir compte beaucoup plus que par le passé des conséquences de son activité dans le milieu.

«Nous sommes entrés dans une ère nouvelle où il faudra concilier ce qui est souhaitable avec ce qui est possible, explique M. Saulnier.

«D'une part, la société devient de plus en plus consciente de ses obligations sociales, de l'impact de ses ouvrages sur le milieu. Elle fait et va continuer de faire

tout pour en minimiser les impacts. D'autre part, elle a le devoir d'informer le public de façon constante de ce qu'il doit accepter pour que nous maintenions un niveau de vie le plus prospère possible. En somme, c'est une action qui va porter sur les activités même d'Hydro-Québec et sur la conscience du public.»

Bien que les changements apportés à la loi d'Hydro-Québec aient eu pour conséquence d'associer plus que jamais dans le passé les fonctionnaires du gouvernement aux experts de la société dans les études qu'elle poursuit continuellement et dans la définition de ses orientations, M. Saulnier estime qu'il n'y a eu aucune intervention indue de la part des hommes politiques.

«Je puis témoigner que nos

— voir HYDRO en page A 4

photo Michel Gravel

ÉDITO

LA PALESTINE ET LES PIÈGES DE L'AMBIGÜITÉ

par Jean PELLERIN
page A 6

Les Jeux de Moscou pourraient être annulés

Si le président Jimmy Carter réussit à convaincre d'autres gouvernements de boycotter les Jeux de Moscou, dont l'ouverture est prévue pour le 19 juillet, le Comité international olympique pourrait les annuler. C'est du moins l'avis de M. Douglas, F. Roby, un des deux membres américains du CIO.

page A 14

IRAN

Carter évoque une «date précise»

■ Devant les caméras de télévision européennes, le président Carter a lancé un appel pour que les alliés prennent de nouvelles mesures contre l'Iran mais cette fois-ci une «date précise» a été signifiée aux gouvernements européens. La patience américaine s'épuise, l'action militaire reste possible et compte tenu de ce qui se passe en Afghanistan, l'action collective est nécessaire, ajoute le président des États-Unis. Warren Christopher, le secrétaire d'État adjoint, abonde dans le même sens et souhaite des sanctions économiques européennes à la réunion des Neuf, le 21 avril.

page C 10

NOUVEAU KLONDIKE DES AVOCATS

On peut aussi affronter seul les procédures de divorce

■ Même si des gens commencent à réagir contre les abus d'honoraires, le pourcentage de ceux qui affrontent seuls les procédures de divorce reste très faible. Dans le deuxième d'une série d'articles sur le sujet Martha GAGNON rapporte que la «Coopérative du divorce», née il y a plus de cinq ans, offre des cours aux personnes audacieuses qui désirent divorcer sans l'aide d'un avocat. Environ 250 femmes ont réussi ce tour de force. Elles ont eu à déboursier moins de \$150 pour obtenir le fameux papier légal.

page B 1

Me Suzanne Dame, une des fondatrices de la Coopérative du divorce



photo Pierre McCann

■ Les Expos de Montréal ont remporté leur première victoire de la saison à Philadelphie, hier, après deux revers. Ils l'ont emporté par 5-4 à la dixième manche grâce à un coup de circuit d'Ellis Valentine après que les Phillies eurent créé l'égalité 4-4 à la neuvième, à la faveur d'une erreur de Larry Parrish. L'arrêt-court Bill Almon, que l'on voit ici retirant Bob Boone, a connu une journée fantastique en frappant quatre coups sûrs en cinq présences au marbre en plus d'être irréprochable à la défensive.

page C 1



Première victoire des Expos

LES PETITS PROPRIÉTAIRES

La riposte s'organise au Québec aussi

La riposte des petits propriétaires contre la montée en flèche des taux hypothécaires, riposte déjà amorcée en Ontario, est aussi en train de s'organiser au Québec. L'initiateur du mouvement, M. Raymond Leroux, de Sainte-Julie, a eu l'idée de suivre l'exemple d'un groupe de 500 propriétaires de Mississauga, en banlieue de Toronto.

page A 5



SOMMAIRE

Arts et spectacles
— Informations: B 7 à B 9
— Horaires: B 9
Bandes dessinées: A 12
Carrières et professions: D 3
Cours psychologie: C 11
Décès, naissances, etc.: D 13
Économie: D 1, D 2, D 3
FEUILLETON: Holocauste: D 5
Horoscope: A 12
Jardins et maisons: D 12
Le monde: C 10
Météo: A 2
Mon oeil sur Montréal: B 9
Mot mystère: A 12
Mots croisés: A 12
Petites annonces: D 4 à D 11
Pleins feux: A 10
Référendum: A 9
Sports: C 1 à C 9
Tribune libre: A 7
Vivre aujourd'hui: B 1

DU PAIN SUR LA PLANCHE

Le Québec n'est pas la «plus belle femme au monde» pour le Venezuela

■ CARACAS (PC) — Il y a quelques mois, le Québec n'existait pratiquement pas aux yeux des Vénézuéliens; mais c'était il y a quelques mois.

«Mais quel club est-ce que le Québec?», s'est fait demander le chef de la toute nouvelle Délégation du Québec à Caracas, M. Christian La Tortue, quand il est entré en fonctions en août dernier. Son interlocuteur croyait que le Québec était un genre de club social.

DONALD CHARETTE

«Le Québec, ça s'écrit avec un Q ou un K?», constitue une question posée très souvent.

En fin de semaine, un haut fonctionnaire vénézuélien soutenait, dur comme fer, que Montréal était située en Ontario.

Au cours d'une interview, M. La Tortue démontre ainsi tout le travail qu'il faut accomplir. Mais, attention, dit-il, «le Québec n'est pas la plus belle femme du monde», et il faudra définir une stratégie pour percer dans cette partie du globe.

Durant quatre jours, la semaine dernière, le ministre du Développement économique du Québec, M. Bernard Landry, des présidents de sociétés d'État du Québec ainsi que des hommes d'affaires québécois ont effectué un blitz auprès du gouvernement vénézuélien.

L'opération a été un succès, et la réponse reçue a emballé la dizaine d'employés — certains sont en poste depuis une semaine seulement — que compte la Délégation du Québec à Caracas.

La Provincia franco-canadienne

Les journaux vénézuéliens s'intéressent de plus en plus au Québec et lui ont même consacré quelques textes de fond sur la situation politique.

Il est clair que pour la majorité des Vénézuéliens qui connaissent le Québec, c'est toujours la Provincia franco-canadienne.

D'ailleurs, les salutations à la «Délégation canadienne» — sans faire référence au Québec — ont été nombreuses au cours du voyage.

Dans les milieux influents, on connaît par contre davantage le Québec. M. Landry affirme que la question de l'indépendance du Québec n'a jamais été soulevée par ses interlocuteurs au cours des entretiens.

Quant aux relations entre l'ambassade du Canada à Caracas et la Délégation du Québec dans la même ville, elles sont excellentes, d'affirmer les uns et les autres.

Les gens qui oeuvrent ici prétendent par contre que l'ambassade canadienne tique devant ce voisin qui fait bruyamment son entrée dans le paysage vénézuélien.

Miser sur la sympathie

«Étant donné que nous sommes Latins, nous comptons sur un réservoir de sympathie; il s'agit donc pour nous de bien jouer nos cartes pour nous faire connaître», de dire M. La Tortue, ajoutant que «tout est dans la manière».

Celui-ci est un Québécois d'origine haïtienne.

Une réception donnée jeudi soir par le gouvernement du Québec a semblé donner raison à M. La Tortue, car, fait assez rare au Venezuela, elle a attiré plus de 200 personnes, des hommes d'affaires, des diplomates, des fonctionnaires et des journalistes.

Le Délégué général souligne au passage la complémentarité des économies québécoise et vénézuélienne ainsi que le fait que le Québec constitue le plus ancien client du pétrole vénézuélien, pour renforcer les relations entre les pays.

Le Québec dépense environ un million de dollars par année pour une délégation comme celle de Caracas.

Les représentants québécois croient que ça en vaut le coût, car le Québec doit mettre le pied en Amérique latine, estime M. Landry.

La Quotidienne
2 - 6 - 3

Les conservateurs réclament un budget avant la fin de mai

■ OTTAWA (PC) — L'opposition conservatrice entend presser le gouvernement Trudeau de présenter un budget avant la fin de mai.

CLAUDE PAPINEAU

C'est ce qu'a déclaré, hier, le chef conservateur, M. Joe Clark, à la sortie d'une réunion de son caucus, tenue pour mettre la dernière main à la stratégie à suivre en vue de la session qui s'ouvre aujourd'hui aux Communes.

M. Clark a indiqué que son parti allait concentrer son action sur les questions économiques, expliquant qu'il est impérieux que le nouveau gouvernement apporte immédiatement son aide aux Canadiens qui ont à subir les conséquences de la hausse des taux d'intérêt. «Nous n'aurions pas objection à ce que les libéraux adoptent les mesures que nous proposons dans notre budget, soit par exemple le programme de crédit d'impôt foncier ainsi que l'aide à la petite entreprise», a dit M. Clark.

Bien sûr, par ailleurs, les conservateurs aborderont la question référendaire aux Communes, et M. Clark a dit qu'il en fera mention dans sa réponse au discours du Trône.

Toutefois, même s'il dit qu'il prendra la parole au cours de la campagne du référendum, au Québec ou ailleurs, en tant que chef de l'Opposition, M. Clark n'a pas planifié une série d'interventions publiques.

Nous avons nommé nos représentants au comité du NON, et nous inviterons le gouvernement libéral à faire la preuve, comme nous l'avons fait au pouvoir, que le système fédéral peut fonctionner avec une certaine dose de bonne volonté de la part des gouvernements», a-t-il dit.

M. Clark a affirmé par ailleurs qu'il estime que les conservateurs devraient bientôt se réunir en congrès pour que, a-t-il dit, «la famille conservatrice ait l'occasion d'être ensemble».

Il s'est toutefois refusé à déterminer si la question du lea-

dership devrait être abordée à cette occasion, se limitant à dire qu'il faudra traiter de questions politiques.

D'autre part, l'ancien ministre des Finances, M. John Crosbie, a dit douter que le gouvernement Trudeau puisse respecter ses engagements électoraux sans hausser les taxes ou accroître le déficit de \$3 à \$4 milliards, ce

qui, a-t-il dit, serait très dangereux.

L'ancien ministre des Affaires extérieures, Mlle Flora MacDonald, a dit croire que le boycottage des Jeux olympiques de Moscou demeure la meilleure mesure que pourrait prendre le gouvernement canadien pour protester contre l'invasion soviétique en Afghanistan.

Participation de Davis : rien n'est encore décidé

■ QUÉBEC — Aucune décision n'a encore été prise quant à la participation du gouvernement ontarien et du premier ministre Davis à la campagne référendaire si ce n'est qu'un débat sur la Confédération

GILLES GAUTHIER

de notre bureau de Québec

aura lieu à l'Assemblée législative de la province voisine au début de mai. Par ailleurs, Radio-Québec s'est dite intéressée à diffuser ce débat.

C'est ce qui ressort d'une rencontre du ministre des Affaires intergouvernementales de l'Ontario, M. Thomas Wells, avec la presse samedi matin à Québec.

Au sujet de la venue possible de M. Davis, M. Wells a rappelé qu'il ne viendrait que s'il était invité.

M. Wells avait dîné vendredi soir dernier dans la Vieille Capitale en compagnie de Jean-Paul L'Allier, Vincent Lemieux, de M. Cossette, PDG de la maison de publicité du même nom, du maire de Québec Jules Blanchet, et du président de la Chambre de Commerce, Jean Lambert. M. Léon Dion devait également y participer, mais il a dû s'absenter pour des raisons de santé.

Le ministre ontarien n'a voulu tirer aucune conclusion de ses rencontres «informelles» avec le groupe précité et avec la presse.

Un de ses conseillers, Denis Massicot, avait pour sa part déclaré vendredi que M. Wells venait se rendre compte sur place de l'évolution du débat et notamment comprendre les dures critiques qui ont été faites par des observateurs aussi respectés que MM. L'Allier et Dion à l'endroit du Livre beige de Claude Ryan.

Le court voyage de M. Wells, qui était également accompagné du secrétaire du Conseil des politiques et priorités du gouvernement, M. Hugh Segal, lui aura permis de recueillir des éléments qui permettront à Queen's Park de déterminer l'appui qu'il pourra apporter aux forces du non.

Le ministre s'est borné samedi à rappeler le refus de négocier la souveraineté-association.

M. Wells a sur un autre plan déclaré que les résultats du ou des référendums québécois n'auront, quels que soient les changements qu'ils entraînent, aucun effet sur la volonté de son gouvernement d'améliorer le sort de la minorité francophone de l'Ontario, pendant que M. Massicot affirmait qu'il sera peut-être plus difficile de faire accepter les changements par la majorité.

Le ministre n'a eu aucune rencontre avec un représentant du gouvernement ou de l'opposition officielle.

FUTURIC
centre de soldes

MODELES D'EXPOSITION

LIGNES DISCONTINUÉES

AMEUBLEMENT D'OCCASION

AMEUBLEMENT DE BUREAU NEUF ET D'OCCASION

Vaste assortiment de:

- bureau
- bahuts
- fauteuils
- classeurs
- canapés
- écrans
- cloisons
- bibliothèques
- rayonnages, etc.

pour bureau, bureau de direction et maison

Payez et emportez, livraison en sus

Lundi — vendredi 9 a.m. à 5 p.m.
Samedi 9 a.m. à midi

FUTURIC

CENTRE DE LIQUIDATION D'AMEUBLEMENT DE BUREAU

9150, av. du Parc, angle Chabanel
Montréal — Tél. 382-5672

«Plus de 20 ans de service fiable»
Stationnement sur le côté de l'immeuble

PROFITEZ DE NOS PRIX AVANT L'AUGMENTATION!

CONCORD D/L 1980
\$6210 et plus (+ transport et préparation)

JEEP CHEROKEE 1980
\$9365 et plus (+ transport et préparation)

SPIRIT LIFTBACK 1980
\$5540 et plus (+ transport et préparation)

LOCATION A LONG TERME

MICOR AUTO INC.
12,305 est. rue Sherbrooke, P.A.T.
645-1611
ou
353-1300

LA MÉTÉO

AUJOURD'HUI
Minimum: 0 Maximum: 8
Ennuag. en matinée
pluie par la suite

DEMAIN

Pluie

au Québec

RÉGIONS	Min.	Max.	AUJOURD'HUI	DEMAIN
Abitibi	-3	6	Ensol. et ennuagement	Pluie
Outaouais	0	8	Ennuagement et pluie	Pluie
Laurentides	-1	6	Ennuagement et pluie	Pluie
Cantons de l'Est	0	8	Ennuagement et pluie	Pluie
Mauricie	0	6	Ensol. et pass. nuageux	Pluie et ventoux
Québec	0	6	Ennuagement et pluie	Pluie
Lac-Saint-Jean	0	6	Ensol. et ennuagement	Pluie et ventoux
Rimouski	-2	6	Ensol. et pass. nuageux	Pluie et ventoux
Gaspésie	-2	6	Ensol. et pass. nuageux	Pluie et ventoux
Bas-Caraïbe	-2	6	Ensol. avec pass. nuageux	Pluie et ventoux
Sept-Îles	-2	6	Ensol. avec pass. nuageux	Pluie et ventoux

au Canada

	Aujourd'hui	Capitales	Min.	Max.
Colombie-Britannique	Nuageux	Victoria	3	13
Alberta	Nuageux	Edmonton	2	14
Saskatchewan	Ensoleillé	Regina	2	8
Manitoba	Ensoleillé	Winnipeg	1	15
Ontario	Pluie	Toronto	3	8
Nouveau-Brunswick	Partiellement nuag.	Fredericton	2	12
Nouvelle-Écosse	Part. nuageux	Halifax	2	8
Île-du-Prince-Édouard	Part. nuageux	Charlottetown	1	8
Terre-Neuve	Averses	Saint-Jean	0	3

si vous partez...

aux États-Unis

	Min.	Max.		Min.	Max.
New York	—	16	Chicago	—	10
Washington	—	10	San Francisco	—	20
Boston	—	18			

vers les capitales

Amsterdam	—	2	Londres	—	6
Athènes	—	11	Le Caire	—	14
Berlin	—	6	Lisbonne	—	13
Bruxelles	—	7	Madrid	—	8
Casablanca	—	13	Moscou	—	2
Genève	—	1	Paris	—	6
Hong Kong	—	20	Rome	—	7

vers les plages

Acapulco	26	33	Bermudes	17	21
Mexico	11	23	Barbade	23	29
			Nassau	19	29
			Rio de Janeiro	—	28

la presse

LA PRESSE est publiée par LA PRESSE L.T.E.E., 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9. Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de «LA PRESSE» et celles des services de la Presse Associée et de Reuter. Tous droits de reproduction des informations particulières à LA PRESSE sont également réservés. «Courrier de la deuxième classe — Enregistrement numéro 1400». Port de retour garanti.

TARIFS D'ABONNEMENTS	INFORMATION GÉNÉRALE	285-7272
LIVRAISON À DOMICILE: Lundi au samedi \$1.75	REDACTION	285-7070
Lundi au vendredi \$1.25	PROMOTION	285-7100
Samedi seulement 0.75	RELATIONS DE TRAVAIL	285-7383
ABONNEMENTS PAYÉS D'AVANCE	ANNONCES CLASSÉES	
par courrier: Canada 13 26 52	Commandes	285-7111
Lundi au samedi \$37.00 \$74.00 \$148.00	Pour changer du lundi au vendredi 9h à 17h	285-7205
Lundi au vendredi \$24.00 \$48.00 \$96.00	GRANDES ANNONCES	
Samedi seulement \$13.00 \$26.00 \$52.00	Détailants	285-7202
	National, Télé-Press	285-7306
	Vacances, voyages	285-7265
	Carrières et professions, nominations	285-7320
ÉTATS-UNIS — PAYS ÉTRANGERS	COMPTABILITÉ	
par courrier: 13 26 52	Grandes annonces	285-6892
Lundi au samedi \$55.25 \$110.50 \$221.00	Annonces classées	285-6901
Lundi au vendredi \$34.45 \$68.90 \$137.80		
Samedi seulement \$20.80 \$41.60 \$83.20		

Pour tous genres d'abonnements, nos bureaux sont ouverts de 8h à 19h (Samedi: 8h à 16h)
285-6911



Le Challenger nullement mis en cause

Un vieux dicton populaire veut que lorsque ton heure est venue, tu n'y peux rien pour changer ta destinée.

Deux parachutes défectueux sont en effet à l'origine de l'accident tragique du Challenger 01 de Canadair, il y a dix jours, et de la mort à 52 ans du pilote d'essai Eric Norman Ronaasen. Et c'est tellement vrai que l'heure de Ronaasen était arrivée que la funeste manœuvre avait été répétée des centaines de fois sans pépin mécanique.

Charles Pratt, de Transport-Canada, a fait l'autopsie de l'accident à partir des déclarations des deux survivants et des ingénieurs préposés aux tests.

La première constatation d'importance pour Canadair et ses propriétaires — les contribuables canadiens — s'avère sans contredit la certitude que le prototype d'essai n'est nullement responsable de l'accident.

L'accident est plutôt imputable au mécanisme de détachement du parachute utilisé pour freiner la chute de l'avion tant que le pilote n'a pas repris le contrôle de l'appareil, lors des tests qui consistent à simuler la panne de moteur en plein vol. Après avoir repris le contrôle de l'appareil, le pilote a poussé le bouton qui devait libérer le para-

chute de l'avion, mais sans succès.

Devant l'évidence que l'écrasement du Challenger était maintenant inévitable, les trois membres d'équipage ont décidé de s'éjecter de l'appareil. Sorti le dernier, Ronaasen a vu son parachute — comble de malheur — refuser de s'ouvrir complètement et s'accrocher dans la queue de l'avion en chute libre. Le parachute s'est déchiré et Ronaasen est tombé d'une hauteur de 5,000 pieds vers le sol où il est mort instantanément.

Comme la partie arrière de l'avion a résisté à l'impact et à l'incendie qui a suivi, les enquêteurs de la Fédération Aviation Administration des États-Unis ont pu récupérer le mécanisme du parachute intact, et l'enquête de la FAA visera maintenant à déterminer la cause de la défaillance. Chose certaine, la société responsable des essais basés à Mojave verra son cahier de procédures passé au crible.

Evidemment, on pourra toujours arguer que l'erreur est humaine, qu'en phase d'essais en vue de la certification, «les avions sont poussés presque jusqu'à la destruction», pour reprendre les mots de M. Pratt en signalant que les tests imposent aux appareils des conditions



auxquelles aucun appareil n'est soumis en cas de vol régulier. Il n'en reste pas moins qu'il y a eu mort d'homme et perte d'un avion évalué à \$7.5 millions.

Tout en regrettant profondément la mort d'un de ses pilotes d'essai parmi les plus expérimentés, la société Canadair peut respirer d'aise en apprenant que le fruit de son labeur n'est nullement mis en cause.

Tant Harvey Walford, vice-président chez le constructeur aéronautique, que M. Pratt, confirment que le programme de certification pourra se poursuivre normalement, «dès que Canadair nous aura fourni un autre avion pour les tests», précise M. Pratt. Selon ce dernier, il restait environ deux semaines d'essais au moment de l'accident. Donc,

l'accident n'aura guère retardé la certification de l'avion et le début des livraisons aux clients des 126 premières unités de série.

En effet, malgré les manchettes alarmistes d'un certain quotidien montréalais, M. Walford assure que la compagnie n'a reçu aucune annulation de commandes. Certains clients ont appelé pour s'informer des causes de l'accident, et c'est tout à fait normal dans les circonstances. Mais ils se rendront sans doute à l'évidence: le Challenger n'est nullement responsable de l'accident et il demeure le meilleur avion de son type au monde.

Pas de bouchons sur le pont Jacques-Cartier

Un appel d'offres publié dans

les médias d'informations par la Corporation des ponts Jacques-Cartier et Champlain laissait craindre le pire, puisque la société requerrait des soumissions pour des réparations au béton et à la structure d'acier du pont Jacques-Cartier.

Allait-on encore une fois causer des embouteillages monstres sur les ponts qui relient l'île de Montréal à la rive sud?

Heureusement, il n'en est rien. Vérification faite, les travaux ne toucheront pas le tablier du pont, mais plutôt les garde-fous et les trottoirs et la refectation des bordures en ciment aux approches du pont. Il n'existe donc aucun risque que la circulation routière soit touchée par ces travaux.

Pour une fois, les sud-riverains l'échappent belle!

Nouvelle accusation contre Roger Courtemanche

M. Roger Courtemanche, un aveugle qui lutte depuis au moins trois ans pour qu'on permette l'accès des chiens-guides dans les places publiques, devra comparaître devant les tribunaux le 23 avril pour répondre d'une double accusation: avoir troublé la paix et assaut sur des policiers.

PIERRE BELLEMARE

Mais samedi encore, M. Courtemanche était une fois de plus arrêté et une nouvelle accusation a été portée contre lui, celle de voies de fait sur des policiers.

Relâché peu de temps après, il répondra de cette accusation le mois prochain. M. Courtemanche a déclaré hier à LA PRESSE qu'il s'était lui-même rendu au poste 33 pour se plaindre du fait qu'on ne l'ait pas admis dans quelques endroits publics, à cause de la présence de son chien-guide à ses côtés.

Mais, selon sa version, il est donc sorti du poste beaucoup plus tard qu'il ne l'avait prévu et...avec une nouvelle accusation sur le dos.

«Les policiers me connaissent depuis longtemps...», a-t-il noté au fil d'une conversation téléphonique.

BETOURNAY, CRONE et associés

OPTOMÉTRISTES

CHEZ
Simpsons

En ville, au septième 842-3241, poste 676
Fairview-Pointe-Claire, niveau du promenoir 697-4870, poste 242
Les Galeries d'Anjou, niveau du promenoir 353-3300, poste 341
Le Carrefour Laval, étage supérieur 687-1540, poste 242

Huit morts au cours du week-end

La route a fait trois victimes au Québec, au cours du week-end. Mlle Josée Dery, 22 ans, demeurant au 3104, rue Langellier, à Montréal, a perdu la vie lors d'une collision frontale survenue sur la route 112.

M. François Berlinguette, 18 ans, demeurant au 7421, boul. LaSalle, à Verdun, est mort vers 1h, samedi matin, lorsque sa voiture a dérapé et s'est écrasée contre un arbre, sur la route 138.

Au même moment, Mlle Hélène Deschesne, 16 ans, demeurant au 969, rue Saint-Cyrille, à Normandin, perdait la vie après avoir été happée par une auto.

Par ailleurs, une femme de 54 ans, Mme Aline Gagnon a péri samedi dans l'incendie de son

logis de la rue Laviolette à Trois-Rivières.

Un homme a été retrouvé calciné tôt samedi matin dans les débris de son chalet à Notre-Dame-de-la-Merci.

Un autre incendie a fauché la vie de trois personnes dans une maison-mobilière à St-Lambert Co. Lévis près de Québec. Les victimes sont: André Drouin, 39 ans de Sillery; Joël Allard, 15 ans et d'un an.

Massage

TRADITION ORIENTALE
Acupression Shiatsu

• TRAITEMENT
du cœur, du foie, de la vessie, des reins, de l'arthrose, etc.
Chronique ou autres.

Renseignements: 277-0325

Cours de Cuisine Plein Air

avec livret et repas

par Henri Bernard

SALADES ET PÂTES

22 ou 23 avril

GRILLADES ET BARBECUE

29 ou 30 avril ou 1 mai

PROSPECTUS

843-6481

COURS DE FLEURISTE

Une école de fleuristerie fondée en 1963 qui connaît vraiment le goût des Québécois

Renseignements:
Atelier de Montréal
388-6957

Permis no 749516
Ministère de l'Éducation
culture personnelle

FAUCHER PISCINES et le CHLORE H.T.H. Olin

5 1/2 lb \$10.00		50 lb \$75.00
9 lb \$15.00		75 lb \$99
25 lb \$43.00		100 lb \$125
35 lb \$56.00		

EXIGEZ LE CONTENANT DE HTH OLIN

Demandez votre coupon BONI

4 CENTRES DE PISCINES FAUCHER POUR MIEUX VOUS SERVIR

BOUCHERVILLE
Sortie 95 de la Transcanadienne
655-3630

REPENTIGNY
622, rue Notre-Dame
581-6943

LAVAL - PONT-VAIU
48, boul. des Laurentides
884-7340

RIVE SUD - BROSSARD
5811, boul. Taschereau
(Ouverture le 15 avril environ)

À TOUS LES EX-CLIENTS DE DIONNE Ltée

coin Sainte-Catherine et Drummond
NOUS SOMMES TOUJOURS À VOTRE SERVICE

MAIS MAINTENANT C'EST DU MARCHÉ

L'ÉPICURIEN-DIONNE

Galerie des Boutiques

PLACE VILLE-MARIE

coin Cathcart et Mansfield

même qualité superbe — même service
mêmes employés — livraison — commandes téléphoniques

Numéro de téléphone: 861-7461 • 861-7293

PANIER DE FRUITS POUR TOUTES OCCASIONS

Superbe qualité de viande — poisson — charcuterie
Variété complète de fruits et légumes frais
Épicerie régulière et produits importés de tous les pays du monde

PAIN CROÛTÉ FRANÇAIS FRAIS DU JOUR
PÂTISSERIES FRANÇAISES ET NATURELLES

Plats préparés maison — assiette de charcuterie — sandwiches — salades — fromage — repas chauds et froids pour tous les genres de réception — Tél.: 861-7461* — 861-7293

* Nouveau numéro de téléphone.

Super Loto

NUMÉROS GAGNANTS

\$1 million

TIRAGE: 13 avril 1980

3916564

3279609

2642854

Les détenteurs de billets se terminant par:

916564

279609

642854

GAGNENT \$10 000

16564

79609

42854

GAGNENT \$1 000

6564

9609

2854

GAGNENT \$100

564

609

854

GAGNENT \$50

DEUXIÈME TIRAGE

7 gros lots
de \$1 million

11 mai

Conservez vos billets

Tous les billets gagnants, sans exception, sont encaissables aux bureaux de LOTO-QUÉBEC, 2000 rue Berri, Montréal H2L 4N5.

Les billets gagnants de \$50, \$100 et \$1 000 sont encaissables à toute succursale de la BN.

LE PAPE DU LSD DE PASSAGE À MONTRÉAL

Timothy Leary, l'intelligente innocence de ses 60 ans

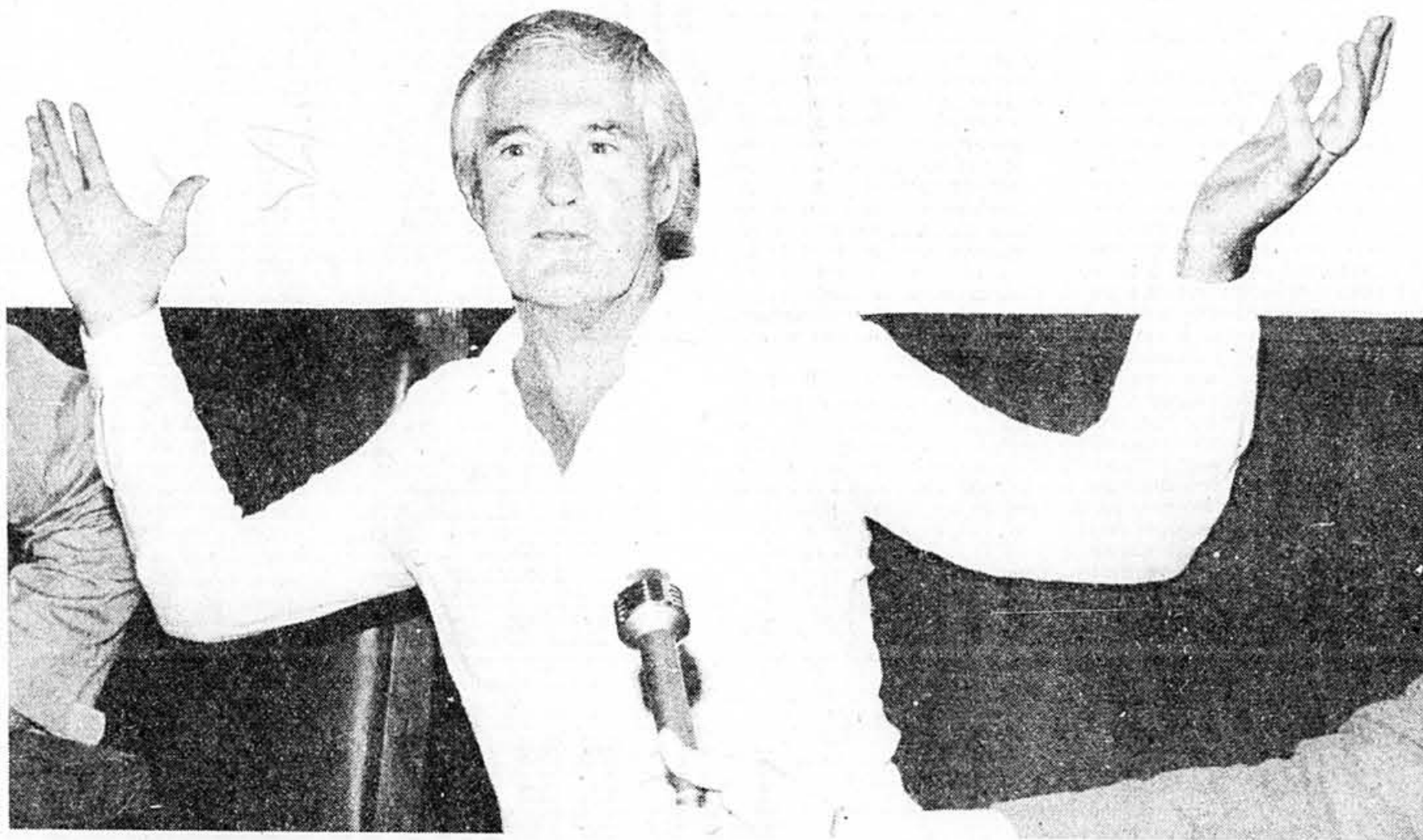
■ Vendredi soir, vers minuit. Un homme arpente dans tous les sens la petite scène du Yuk Yuk's Komedie Kabaret, rue Drummond. Derrière lui, un écran sur lequel apparaissent des diapositives.

PAUL ROY

L'homme a 60 ans. C'est Timothy Leary, vous vous souvenez, le pape du psychédélisme, l'apôtre du LSD, aux États-Unis, dans les années 60; le docteur en psychologie, professeur à Harvard, emprisonné pour possession de marijuana, évadé, exilé... et toujours en liberté surveillée, en Californie.

Cheveux gris, bronzé, chemise bleue pâle tombant sur un pantalon blanc, bas de laine blancs et souliers de tennis Pierre Cardin, Leary causait. De tout pour tous. De sa «révolution cosmique», de la nécessité pour l'homme de se préparer à la vie dans l'espace; en s'en moquant gentiment, des principaux chefs de file de la contre-culture américaine des années 60, les Jerry Ruben, (Do it!), Abbie Hoffman (Revolution for the hell of it), Elridge Cleaver, Bobby Seale et autres; et bien sûr, de la drogue, du LSD.

A ce sujet, Leary se défend d'avoir voulu faire prendre du LSD à tout le monde: «Le LSD, c'est une essence à indice d'octane très élevé, je ne le recommanderais sûrement pas pour une Volkswagen!»



Une bonne humeur et une sérénité désarmantes.

photo Pierre Côté, LA PRESSE

Mais il affirme du même souffle que les drogues nouvelles, qui vont se répandre au cours des 10 prochaines années sont 10 fois plus fortes que celles des années 60, beaucoup plus précises dans leur durée et leurs effets. «Je suis en faveur de toute drogue qui stimule l'intelligence.»

Et les dangers? «On meurt bien plus de sousdosage que de surdosage.»

Pour Leary, l'intelligence, c'est la fin des conflits, c'est l'harmonie, «plus on est intelligent, mieux on fait l'amour», affirme-t-il. Vous vous souvenez du «peace and love»?

Mais le Leary d'aujourd'hui n'est plus celui de 1966. «Je regarde des découpages des années 60 et je me trouve vieux, dit-il. Mais je n'ai aucun regret. Je suis heureux et fier de ma vie. Je suis un être totalement innocent, j'adore l'innocence intelligente.»

Vendredi soir, dans la salle du Yuk Yuk's, on retrouvait majoritairement des adolescents anglophones, frisés et propres, et qui ne comprenaient pas grand-chose de ce que Leary disait. «C'est vrai, devait-il admettre le lendemain, en conférence de presse, qu'il vient à mes représentations des tas de jeunes qui n'étaient pas nés quand les Beatles sont passés à Ed Sullivan, mais j'essaie tout de même de leur transmettre de l'énergie (give them a sense of energy). Ils pensent que je suis fou, mais ça ne fait rien, lance-t-il en riant.»

Mais il n'y a pas que des jeunes aux représentations de Leary. Il y a aussi quelques rescapés de la génération psychédélique. A ceux-là, Leary dit apporter un peu de nostalgie. Mais il ne cache pas que la raison pour laquelle il se produit en spectacle une semaine par mois, c'est que ça lui rapporte \$7,000, \$8,000. «Une semaine sur la route, et trois semaines chez moi, en Californie, où je fais l'amour.»

Une dernière phrase notée en conférence de presse: «Le rire est la clé de l'évolution.»

AFFAIRE DE L'AMBASSADE DU PÉROU

MacGuigan dément avoir offert refuge à des Cubains

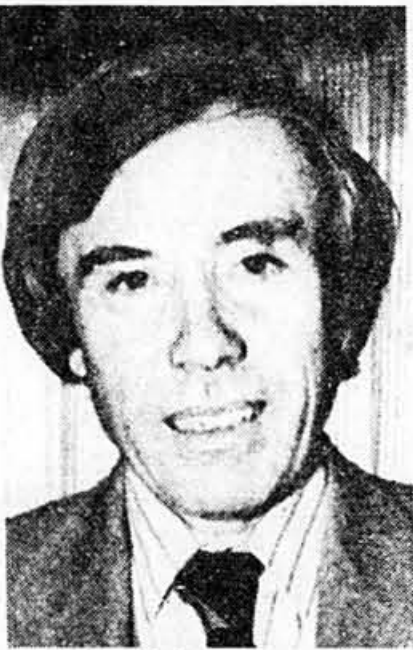
■ OTTAWA (PC) — Le ministre canadien des Affaires extérieures a démenti hier que le Canada ait décidé d'offrir refuge à quelques-uns des 10,000 Cubains coincés à l'ambassade du Pérou à La Havane.

Au cours d'une conversation téléphonique depuis sa maison à Windsor, Ontario, le ministre MacGuigan a déclaré que cette

assertion venant de Mexico est dénuée de tout fondement.

M. MacGuigan a ajouté qu'Ottawa n'avait reçu aucune demande officielle à ce sujet et qu'il doutait qu'une telle demande soit faite par le gouvernement Castro.

Le ministre a reconnu toutefois qu'il s'agissait d'une situation sans précédent.



Mark MacGuigan

Les professionnels menacent de débrayer demain

■ QUÉBEC (PC) — «Il n'est pas question d'envisager l'acceptation des offres parce que certaines demandes ne sont pas satisfaites, de toute façon, la partie patronale n'a pas encore formulé de texte écrit.»

Le responsable de l'information au Syndicat des professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ), M. Henri Claret, a déclaré que sur certains points la partie patronale a fait des concessions.

Le syndicat devait faire connaître samedi ses positions face

au sprint de négociations entrepris mercredi avec le gouvernement.

Le conseil syndical doit arrêter de son côté les recommandations qu'il formulera à ses quelque 8,000 membres.

Un débrayage imminent n'est pas exclu, puisque «les avis de grève sont lancés pour la journée de mardi», rapporte M. Claret. Nous exercerons ce mandat si rien ne bouge.»

Les pourparlers achoppent sur la sécurité d'emploi, sur l'avancement et sur le statut des occasionnels.

HYDRO

SUIVE DE LA PAGE A 1

rapports avec le gouvernement sont corrects et conformes à l'esprit de la loi 41. Je n'ai aucun grief à formuler.»

Le président du conseil porte d'ailleurs le même jugement positif sur la nouvelle structure d'Hydro-Québec qui implique «une délégation de pouvoir plus étendue aux gestionnaires de l'entreprise et un contrôle très défini des activités de l'entreprise par le conseil d'administration.»

«A l'usage, la formule a démontré qu'elle convient bien au nouveau mandat d'Hydro-Québec. Elle a transposé dans les faits l'esprit de la loi 41.»

Prudent et discret

Depuis sa venue à la tête d'Hydro-Québec, M. Saulnier s'est montré relativement discret et ce n'est qu'en de rares occasions, comme par exemple l'inauguration de LG-2 en octobre dernier, qu'il a prononcé des allocutions ou accordé des entrevues.

A cinq mois d'un renouvellement de mandat, il affiche la même prudence et la même dis-

crétion sur tout ce qui touche les problèmes soulevés par la mise en place de la nouvelle structure administrative d'Hydro-Québec et les grandes décisions qu'elle devra prendre au cours des prochains six mois.

Il n'y a rien à tirer de M. Saulnier que ce soit sur la question nucléaire, les négociations avec Terre-Neuve relativement à Churchill Falls, l'après Baie James ou les ventes d'électricité tant que les études en cours ne seront pas complétées.

Depuis sa venue à Hydro-Québec, M. Saulnier le reconnaît, il s'est attaché à roder la nouvelle formule d'administration de la société et permettre à tout le monde de s'y adapter. «Maintenant, nous en sommes à l'heure des décisions.»

Dans la prise de ces décisions qui impliqueront de toute façon des investissements milliardaires et qui toucheront tous les aspects de la vie québécoise, M. Saulnier se donne un défi de taille: concilier l'économique et le social.

«Nous agissons en ayant toujours à l'esprit notre rôle social mais nous ne réduisons pas l'efficacité des services d'Hydro-Québec, pas plus que la qualité de son administration et sa santé financière.»

LES IMPÔTS, C'EST MÉLANT?



Il est vrai que les lois de l'impôt, tant fédérale que provinciale, ne sont pas faciles à démêler. Et encore moins cette année. Les spécialistes de H&R Block sauront vous «décomplicier» tout ça, en vous faisant profiter de toutes les déductions et crédits auxquels vous avez droit; même s'ils n'apparaissent pas dans les formulaires que vous avez reçus. Laissez donc à des spécialistes le soin de vous démêler face à l'impôt.

Pour être vraiment sûr!

H&R BLOCK

LES SPÉCIALISTES DE L'IMPÔT.

LACHINE 637-2511
1395 Notre-Dame
Les Galeries Lachine

NORD 747-1151
919 boul. Décarie
10382B ouest, boul. Gouin

Roxboro
7642 St-Hubert
5733 Côte-des-Neiges

Mail Les Galeries d'Anjou
Centre d'achat West Island

2120 est. Fleury
10581 boul. St-Laurent

Centre d'achat Forest
9305 boul. Fie-IX

Centre d'achat Lavoie
722-3511

6424 Papineau
8854 Hochelaga

5042 av. du Parc
P.A.T.

Carrefour Lapointe
4202 St-Denis

2734 Masson
5716 est. Sherbrooke

4656 Papineau
2307 est. Ontario

5235 est. Bélanger
3430 est. Bélanger

RIVE-SUD 679-1116
2177 chemin Chamblay
Centre commercial Laurier

938 Ste-Hélène
Les Galeries Cousineau

Place Portobello
Centre d'achat

LaSéigneurie
Boucherville

QUEST 483-1310
6151 ouest, Sherbrooke

5208 boul. Décarie
8350 boul. Newman

5997 Laurendeau
6634 ouest, Sherbrooke

3645 Wellington
5659 av. Verdun

3639 ouest, Notre-Dame
406 Lafleur

1267 av. Greenie

LAVAL 663-9450
237 boul. des Laurentides

4202 St-Denis
400 boul. Labelle

Centre d'achat Duvernay
Terrasse Fabreville

9 À 21H SUR SEMAINE — 9 À 17H LE SAMEDI

RENDEZ-VOUS DISPONIBLE

Aussi à ces endroits aux heures des magasins

Sears

Baie

Bonimart

EATON

AUTRES BUREAUX

Beauharnois

Dorion

Laprairie

Rosemere

St-Jérôme

Beloeil

Hawkesbury

Mascouche

St-Eustache

Terrebonne

Chambly

Iberville

Naperville

St-Hyacinthe

Valleyfield

Châteauguay

Ile Perrot

Repentigny

St-Jean

L'Écume: peu d'espoir

■ PORT-CARTIER (PC) — Tout espoir de retrouver vivants les quatre pêcheurs du chalutier L'Écume disparus depuis maintenant 10 jours est maintenant presque éliminé.

Les recherches des navires garde-côtes canadiens se portaient dimanche sur la partie ouest de Cap Chat en Gaspésie, le seul secteur d'investigation qui restait alors à explorer du

golfe Saint-Laurent.

Le chalutier de 65 pieds de longueur avait quitté le port de Les Méchins, le 4 avril au soir, pour se rendre à la pêche à la crevette, dans le secteur de Sept-Iles-Port-Cartier.

Les autres pêcheurs disparus sont le capitaine Gaston Desrosiers, 30 ans, de Mont-Joli; son assistant Jocelyn Gagné, 20 ans, de Saint-Ulric; Paul-René Mar-

tel, 24 ans, de Matane; et Sylvain Boulay, 20 ans, de Saint-Ulric.

La seule hypothèse retenue jusqu'à maintenant est que L'Écume aurait été aux prises avec la violente tempête qui a sévi au-dessus du fleuve Saint-Laurent, le matin du 5 avril courant, dans l'Est du Québec.

L'Écume appartient à la compagnie Verreault Navigation, de Les Méchins.

Le Canada

un pays pour tous les goûts

Cette année, le programme Canada illimité d'Air Canada, a pour vous, des projets de vacances à la mesure de vos goûts et de vos moyens. Air Canada, en collaboration avec l'Office de tourisme du Canada, vous propose 6 façons d'en vivre d'inoubliables. Les voici.

Les tarifs Noliprix d'Air Canada

Pour toutes les destinations canadiennes situées à plus de 640 km (400 milles), des réductions allant jusqu'à 47% du prix régulier.

Les Bons de réduction d'Air Canada

À l'achat d'un billet à tarif Noliprix, un livret de Bons de réduction vous aidant à économiser sur le prix de location d'une auto de Budget et sur le prix des chambres de plus de 70 hôtels du CN, Hilton et Holiday Inn au Canada.

Des appartements-vacances dans 7 villes canadiennes

Des appartements à prix très abordables, de la garçonnière à l'appartement de deux chambres, dans les centres-villes de Vancouver, Calgary, Winnipeg, Toronto, Ottawa, Montréal et Halifax.

Tous les détails de ces 6 produits sont contenus dans la brochure du programme Canada illimité d'Air Canada intitulée «Le Canada, un pays pour tous les goûts». Demandez-la à votre agent de voyage ou à un comptoir d'Air Canada. Planifiez dès maintenant et bon voyage!

Un circuit guidé dans l'Ouest canadien

9 jours à vous remplir de scènes inoubliables de Calgary, Banff, du Lac Louise, Kamloops, Vancouver et Victoria. À compter de \$532.*

La découverte de 4 villes canadiennes

9 jours à vous imprégner du cachet de Toronto, Ottawa, Québec et Montréal. À compter de \$382.*

Un circuit guidé dans les provinces de l'Atlantique

9 jours à vous laisser séduire par le Nouveau-Brunswick, la Nouvelle-Écosse, l'Île-du-Prince-Édouard et le Cap Breton. À compter de \$703.*

*par personne, deux personnes par chambre, tarif aérien en sus.

Canada
faites le tour!

Défendeur d'un permis du Québec

AIR CANADA



Sainte-Julie: front commun contre la flambée des taux hypothécaires

La riposte des petits propriétaires contre la montée en flèche des taux hypothécaires, riposte déjà amorcée en Ontario, est aussi en train de s'organiser au Québec.

L'initiateur du mouvement, M. Raymond Leroux, un propriétaire de Sainte-Julie, a justement

par **PIERRE BELLEMARE**

eu l'idée, en lisant LA PRESSE, de suivre l'exemple de M. Viv Woolford, un jeune propriétaire de Mississauga, en banlieue de Toronto.

M. Woolford déclarait dans l'édition du 6 avril dernier que plus de 500 propriétaires de maison avaient déjà emboîté le pas et que l'Association canadienne des propriétaires de maison était sur le point d'être créée.

M. Leroux a alors joint par téléphone M. Woolford (qui a d'ailleurs quitté son emploi pour se donner entièrement à sa nouvelle cause), afin d'obtenir certains renseignements pertinents à la mise sur pied d'un tel mouvement.

M. Leroux est aussi membre de l'Association des propriétaires de Sainte-Julie, fondée en 1974, et les dirigeants de cette association sont disposés à soutenir entièrement les efforts de leur concitoyen pour mener cette lutte à terme.

Une réunion préliminaire a d'ailleurs eu lieu samedi matin au domicile de M. Leroux, en présence de M. Germain Bissonnette, président de l'association locale, M. Jean-Pierre Brabant, trésorier, M. Léonard Bolduc, directeur, et M. Martin Hudon, membre de cette même association.

L'objectif premier est de «préparer l'offensive» en prévision du renouvellement des prêts hypothécaires l'an prochain: cette «douloureuse» opération doit être effectuée en bloc pour la vingtaine de propriétaires de la rue Dieppe à Sainte-Julie.

A cet effet, on convoquera une assemblée générale de l'association le 28 avril prochain pour, d'une part, coordonner la stratégie élaborée par M. Leroux et celle qu'adopte l'association; d'autre part, on fera un petit coup de sonde pour mesurer l'intérêt des propriétaires, qui sont 1,800 à faire partie de l'association.

Car il est fort possible, du moins c'est le vœu exprimé par les instigateurs du mouvement, que cette vague de contestation structurée fasse tâche d'huile. Sur la Rive sud. Sur l'île de Montréal. Sur la Rive nord. Dans les Laurentides et finalement partout au Québec.

La majorité des propriétaires

de la rue Dieppe, dont l'hypothèque est présentement fixée au taux de 11,25 pour cent, sera incapable de conserver sa propriété avec un taux d'intérêt de 16 ou 17 pour cent.

Un peu comme si on sentait venir la «tempête», les citoyens de Sainte-Julie reçoivent de plus en plus fréquemment des lettres circulaires de courtiers d'immobilier, qui offrent leurs services à tous les gens désireux de vendre ou d'acheter une maison.

M. Leroux, qui est notamment sénateur national des Jeunes Chambres, a indiqué samedi que «tous souhaitaient une action concertée pour protester contre la montée des taux d'intérêt, mais personne ne semblait vouloir enclencher le mouvement. C'est ce qui m'a incité à le faire moi-même».

Le député fédéral Bernard Loiselle sera sensibilisé par lettre à ces récriminations des propriétaires qui exigent la création d'un programme d'aide financière nouveau visant à réduire le fardeau des petits propriétaires.

M. Leroux a finalement formulé le souhait que les gens répondent avec empressement et en grand nombre à son appel. Pour l'atteindre, on peut composer le numéro suivant: 649-2779 ou écrire à l'adresse: case postale 201, Sainte-Julie.



MM. Bolduc, Brabant, Bissonnette, Leroux et Hudon.

(Photo Armand Trotter, LA PRESSE)

Le BVA deviendrait un organisme d'état autonome

QUEBEC (PC) — Le comité directeur du Bureau des véhicules automobiles élabore depuis quelques semaines diverses hypothèses quant à la vocation future du BVA.

«L'inefficacité globale» des systèmes de gestion et d'informatique du BVA relevée dans une étude conduite de mars à novembre 1979 par le Conseil du Trésor est telle que le comité directeur désigné n'aura pas trop d'un an et demi pour élaborer et proposer une nouvelle structure de fonctionnement.

Tout indique que le BVA sera délesté de plusieurs responsabilités que le ministère des Transports lui avait confiées ces dernières années et qu'il deviendra sans doute un organisme d'Etat autonome, au même titre que diverses régies gouvernementales.

«A mon avis, précisait à ce propos cette semaine le ministre des Transports, Denis de Belleval, alors que l'on procédait à l'étude des crédits budgétaires réservés au ministère pour la prochaine année financière, la création d'un organisme autonome, à l'exemple de la Régie des rentes, serait préférable.»

Ce faisant, le rôle du Bureau des véhicules automobiles pourrait consister essentiellement à l'avenir à émettre et contrôler les permis de conduire et les plaques d'immatriculation, à tenir à jour un fichier des conducteurs et propriétaires de véhicules et à assurer la bonne administration du système des points de démerite.

Cette réforme permettrait d'assurer une collaboration très étroite entre le BVA et les divers intervenants dans ce domaine, tels les corps policiers (en particulier la Sûreté du Québec) et le ministère de la Justice.

Stade: des poutres auraient bougé

(PC) — Selon le réseau anglais de Radio-Canada, des poutres d'acier de 30 pieds dans le toit fixe du Stade olympique se sont déplacées et les réparations idoine pourraient coûter \$1 million.

Dans un reportage à la radio, vendredi, le journaliste Barry Stanton affirme avoir obtenu un document montrant qu'en 250 endroits différents des poutres avaient bougé.

La Régie des installations olympiques (RIO) a précisé, il y a deux jours, que le toit «subit des travaux routiniers d'entretien».

Les poutres sont resoudées par Dominion Bridge, au coût de \$700,000, a précisé la RIO. Radio-Canada cite pour sa part un «architecte expert» selon qui ces travaux vont coûter \$1 million.

M. Stanton mentionne aussi les paroles d'un contremaître de Dominion Bridge selon qui ces déplacements ont été «découverts par pur hasard» et auraient pu présenter des dangers si les réparations n'avaient pas été faites.

Selon la RIO, les poutres ont bougé parce que la partie mobile du toit n'a pas été installée en 1976, tel que prévu.

Les estrades se trouvent sous la partie fixe du toit, là où se trouvent les poutres à réparer.

L'architecte du stade, le Français Roger Tallibert, avait également conçu une autre oeuvre similaire à Paris, le Parc des Princes. «Plusieurs poutres se sont détachées du toit (à Paris) et l'enquête subséquente a montré que l'accident avait été causé par une conception fautive», a ajouté M. Stanton.

«L'expert (à Montréal) s'est également demandé pourquoi les poutres bougent pour la plupart dans trois sections du stade. Il se demande si ce n'est pas parce que le sol bouge en dessous.»

LA SEMAINE DE LA VENTE DU

57^e ANNIVERSAIRE

SAUVÉ FRÈRES

DU 14 AU 19 AVRIL

Pour bébes
VESTE KANGOUROU
Couleurs assorties
Grandeurs: 4 à 6X ans
Ord.: \$12.98
SPECIAL: \$5.98

Pour hommes
SOULIERS DE TOILETTE
Couleurs, modèles ou pointures assortis.
Ord.: \$60
SPECIAL: \$29.98
St-Hubert et Anjou seulement

Pour jeunes hommes
PANTALONS en velours côtelé
Brun, marine, tan ou naturel
Tailles: 26 à 36
Ord.: \$19.98
SPECIAL: \$9.98

Pour hommes
LOT DE CHANDAILS
Laine et acrylique
Unis ou rayés de couleurs variées
Grandeurs: P. M. G. TG.
Ord.: \$30
SPECIAL: \$9.98

Pour hommes
COMPLETS 2 MORCEAUX
Grandeurs et couleurs assorties
Ord.: jusqu'à \$225
SPECIAL: \$99.98
St-Hubert et Galeries d'Anjou seulement

Pour hommes
PANTALONS DE TOILETTE OU SPORT EN VELOURS CÔTELÉ
8 couleurs au choix.
Tailles: 28 à 44
Ord.: jusqu'à \$40
SPECIAL: \$19.98

ECHANGE ou REMBOURSEMENT MEME DURANT CETTE VENTE

Pour hommes LOT DE CHANDAILS Col route, en rond ou en «V» unis Choix de 14 couleurs Grandeurs P. M. G. TG. Ord.: \$30 SPECIAL: \$19.98	Pour hommes VESTON SPORT Tons de gris, bleu ou beige Tailles régulières, courtes ou longues 36 à 46 Ord.: \$115 SPECIAL: \$89.98	Pour jeunes hommes CHEMISES DE TOILETTE Manches courtes, blanc cassé ou beige Grandeurs TP P. M. G. Ord.: \$19.98 SPECIAL: \$13.98	Pour garçons COUPE-VENT 100% nylon, blanc, beige ou rouge Grandeurs 7 à 18 ans Ord.: \$19.98 SPECIAL: \$15.98
Pour hommes CHEMISES DE TOILETTE Manches courtes Rayées ou à motifs, ton sur ton Encolures: 14 à 17 1/2 Ord.: \$20 SPECIAL: \$12.98	Pour hommes COMPLETS 2 OU 3 MORCEAUX Couleurs et grandeurs assorties Ord.: \$265 SPECIAL: \$197.97	Pour jeunes hommes JEANS en velours côtelé «LOIS» 5 couleurs au choix Tailles 26 à 34 Ord.: \$30 SPECIAL: \$22.98	Pour garçons CHANDAILS à MÈCHES Avec numéros des clubs de football Grandeurs P. M. G. TG. Ord.: \$10.98 SPECIAL: \$8.98
Pour hommes PYJAMA COURT PIERRE CARDIN Couleurs et motifs assortis Grandeurs P. M. G. TG. Ord.: \$26 SPECIAL: \$16.98	Pour hommes IMPERMÉABLES Tons de beige ou caramel Grandeurs 36 à 46 Ord.: \$110 SPECIAL: \$69.98	Pour jeunes hommes PANTALONS 100% polyester texturisé, lavables, marine, brun, noir, gris ou beige Tailles: 26 à 34 Ord.: \$28.98 SPECIAL: \$21.98	Pour garçons VESTONS SPORT En tweed: brun, bleu ou beige Grandeurs 7 à 18 ans Ord.: \$72.98 SPECIAL: \$56.98
Pour hommes T-SHIRTS MANCHES COURTES Choix de brun, beige, vert pale, bleu moyen ou blanc Grandeurs P. M. G. TG. Ord.: \$15 SPECIAL: \$11.98	Pour hommes COUPE-VENT de style «GOLF» Tons de brun, bleu pale, bleu moyen, marine ou kaki Ord.: \$22.95 SPECIAL: \$16.98	Pour jeunes hommes IMPERMÉABLES à doubles ou simples boutonnieres Tan ou noir Grandeurs 34 à 40 Ord.: \$69.98 SPECIAL: \$56.98	Pour garçons IMPERMÉABLES Doublés boutonnieres Marine ou caramel Grandeurs 7 à 12 ans Ord.: \$59.98 SPECIAL: \$44.98 Ord.: \$64.98 SPECIAL: \$49.98
Pour hommes SOULIERS SPORT en cuir ou suede Semelle de crêpe, brun, noir, tan ou marine Pointures 6 à 16 Ord.: \$42 SPECIAL: \$34.98	Pour hommes ENSEMBLE SAFARI Manches courtes, beige, bleu pale, tan ou naturel Grandeurs 36 à 46 Ord.: \$90 SPECIAL: \$64.98	Pour jeunes hommes VESTONS en velours côtelé ou en tweed Tons de beige, brun, bleu ou taupe Grandeurs 34 à 40 Ord.: \$71.98 SPECIAL: \$59.98	Pour garçons LOT DE PANTALONS Poly viscose, lavables 7 couleurs Ord.: \$21.98 SPECIAL: \$16.98
Pour hommes COMPLET 2 MORCEAUX 7 couleurs au choix Toutes les tailles 36 à 46 Ord.: \$210 SPECIAL: \$169.98	SURVÊTEMENT ADIDAS Marine rayé rouge ou bleu pale Grandeurs Enfants Ord.: \$22.98 Adultes Ord.: \$26.98 SPECIAL: \$14.98 SPECIAL: \$16.98	Pour bébes PANTALONS Couleurs variées Grandeurs 4 à 6X ans Ord.: \$14.98 SPECIAL: \$10.98	Pour bébes ENSEMBLE DE JOGGING Rayé et rouge ou brun et beige Grandeurs 4 à 6X ans Ord.: \$16.98 SPECIAL: \$11.98

6554, Plaza Saint-Hubert / Centre Laval / Les Galeries d'Anjou / Carrefour Laval / Complexe Desjardins

273-6392 688-6292 351-6810 681-9213 281-1611

ÉDITORIAL

PAUL DESMARAIS
président du conseil d'administration

la presse

ROGER LEMELIN
président et éditeur

FERNAND ROY
vice-président exécutif

JEAN SISTO
éditeur adjoint

YVON DUBOIS directeur de l'information
MARCEL ADAM éditorialiste en chef

La Palestine et les pièges de l'ambiguïté

Si désireux qu'on soit de demeurer lucide et le plus objectif possible, on ne peut faire autrement que de constater que les Palestiniens, en tant que collectivité, ont bien du mal à dégager leur cause des lamentables contingences terroristes qui l'affaiblissent. De leur côté, les observateurs ont bien du mal à distinguer l'entité palestinienne des marginaux terroristes qui la font paraître plus intransigeante qu'elle n'est.

Pendant que, réunis à Washington, la semaine dernière, les Présidents Carter et Sadate cherchaient à trouver le moyen de faire avancer la cause palestinienne, le Front arabe de libération, un organisme terroriste financé par l'Irak et se réclamant de la gauche de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), faisait irruption dans le kibboutz Misgav Am en Haute-Galilée, et prenait des otages en otage dans une garderie.

L'objectif du commando: faire échec à la démarche de M. Sadate à Washington. Bilan de son exploit: il s'est fait tuer ses cinq membres, après avoir, d'une part, tué un bébé de deux ans et demi, un membre du kibboutz et un militaire, et d'autre part, blessé 16 personnes, soit quatre bébés et onze militaires. Conséquence: 200 soldats israéliens ont envahi le sud du Liban et s'y sont installés apparemment en permanence, jugeant insuffisante la vigilance des casques bleus chargés de la garde des frontières.

L'incident a naturellement horrifié la population israélienne et a forcé à contribuer à infirmer quelque peu à ses yeux l'argumentation pro-palestinienne du Président Sadate à Washington. Ce dernier a confié au chef de la Maison-Blanche une mission qu'il qualifie de fondamentale: celle d'obtenir, la semaine prochaine, que le Premier

ministre Begin d'Israël réaffirme son engagement à garantir aux Palestiniens des territoires occupés «une complète autonomie». L'affaire de la garderie ne facilitera pas la mission.

Le Président Sadate dit que «les Palestiniens devront prendre leur place autour de la table de négociation avec les États-Unis, l'Égypte, Israël et peut-être même la Jordanie. Leur participation au processus de paix est d'une importance capitale».

Ce principe a été énoncé maintes fois, et tous les intéressés tomberaient probablement d'accord si seulement on parvenait à s'entendre sur le sens à donner à certains mots. Mais même cela ne semble pas possible. Bien sûr, Israël se dit prêt à rencontrer les Palestiniens et à discuter avec eux, mais refuse l'OLP comme interlocutrice en raison de certaines dispositions de sa charte et des nombreux

actes terroristes dont elle s'est rendue coupable.

Le Président Sadate considère qu'Israël devrait adopter des mesures susceptibles d'inspirer de la confiance aux Palestiniens, ce qui a les apparences d'une suggestion remplie de bon sens. Mais il paraît tout aussi sensé d'entendre Israël soutenir qu'avant de chercher à inspirer confiance aux Palestiniens, il faudrait bien que ces derniers commencent par reconnaître Israël comme État ayant droit d'exister en Palestine.

Le dossier israélo-palestinien regorge de termes dont le véritable sens varie selon les interlocuteurs qui en font usage. Quand le Président Sadate parle d'une «autonomie complète», il pense à un accord qui placerait les Palestiniens «sur la voie de l'autodétermination». Pour les Israéliens, «autonomie complète» veut dire la jouissance de

tous les droits civils et politiques, à l'exception des responsabilités en ce qui concerne la défense et la conclusion d'alliances avec l'étranger.

Les Palestiniens considèrent que toute la Palestine est leur territoire et ils ne peuvent accepter rien de moins que la jouissance exclusive et intégrale de ce territoire, de même que le droit de déterminer leur destinée comme bon leur semble. Vu dans cette perspective, le terme «autodétermination» décrit un objectif totalement inacceptable aux yeux des Israéliens, puisqu'en reconnaissant ce principe ils se trouveraient à signer leur propre arrêt de mort. Si l'autodétermination est un «droit» qu'il importe d'accorder aux Palestiniens, alors la destruction d'Israël devient une obligation.

On pourrait poursuivre l'exégèse des termes qui prêtent à confusion. Qu'il suffise de souligner que c'est d'abord et avant

tout à cause de ces graves ambiguïtés, pour ne pas dire détournements de sens, qu'il devient tellement difficile, voire même presque impossible, de trouver un terrain d'entente.

Le représentant d'Israël aux Nations unies, M. Yehuda Blum, rejetait catégoriquement, il y a quelques semaines, l'idée même d'un État palestinien expliquant que la Jordanie, indépendante depuis 1946, constitue l'État palestinien arabe, tandis qu'Israël constitue, depuis 1948, l'État palestinien juif. Il s'agit d'une interprétation nouvelle et intéressante de la réalité.

Si, après la visite de M. Begin à Washington, cette semaine, il s'avère possible de s'entendre d'ici au 26 mai, et ne fût-ce que sur la sémantique, alors il faudra croire au miracle.

JEAN PELLERIN

La participation des députés fédéraux à la campagne du non

Demain, avec le débat sur le discours du Trône, débutera aux Communes le débat référendaire en réponse aux attaques portées par les péquistes contre le gouvernement central et le fédéralisme canadien, lors du débat sur la question à l'Assemblée nationale.

On sait que le premier ministre Trudeau est censé prononcer un discours majeur sur ce sujet. Vendredi dernier le ministre Jean Chrétien, reconnaissant que «les membres des législatures provinciales sont mal placés pour défendre les politiques fédérales», a dit que chaque jour deux ministres rectifieront les faits.

M. Chrétien a raison. Les députés fédéralistes de l'Assemblée nationale se sont trouvés dans une situation embarrassante lors du débat sur la question.

On sait que l'option péquiste procède d'une analyse négative du fédéralisme canadien et des politiques du gouvernement fédéral à l'égard de notre province. Or les opposants étaient mal à l'aise, à Québec, pour répondre à ces attaques, parce que les partis auxquels ils appartiennent ont combattu le pouvoir central et dénoncé la constitution chaque fois qu'ils se sont trouvés au pouvoir.

Aussi était-ce difficile pour eux de défendre avec conviction un gouvernement central qu'ils dénonçaient systématiquement dans le passé, et de vanter un régime fédéral dont ils nous avaient habitués à ne voir que les inconvénients. Même en proposant un fédéralisme renouvelé, leur capacité de convaincre était court-circuitée par le sentiment d'avoir l'air d'adorer aujourd'hui ce qu'ils avaient donné l'impression naguère de bruler.

Ne serait-ce que pour cela les députés du Québec à Ottawa sont à bon droit justifiés de faire la campagne référendaire. L'équité démocratique et l'équilibre du débat appellent donc leur intervention, dans le débat en cours, afin de défendre un dossier que personne ne peut défendre à leur place et aussi bien qu'eux.

Mais ils ont en plus le devoir de le faire dans un référendum dont l'enjeu est l'avenir même du fédéralisme canadien et en conséquence leur propre légitimité politique.

Leur nier ce droit, ou même leur en mesurer au minimum l'exercice, comme le voudraient certains, me paraît aberrant non seulement au plan démocratique mais aussi en ver-

tu du réalisme politique le plus élémentaire. Quand a-t-on vu un pouvoir politique légitime laisser décider de son sort par une consultation populaire sans plaider avec vigueur sa cause?

J'admets que cette intervention sera délicate. D'abord parce que depuis des générations on a inculqué dans l'esprit de beaucoup de Québécois une profonde méfiance à l'égard du pouvoir central, fût-il dominé par leurs compatriotes. Ensuite parce qu'une victoire du non qui pourrait être largement attribuée aux fédéraux, embarrasserait le chef du PLQ et générerait au cours d'une éventuelle négociation constitutionnelle avec un gouvernement envers lequel il serait redevable.

Ce sont là, à mon avis, des considérations accessoires qui ne tiennent pas par rapport à l'essentiel: l'obligation, pour toutes les parties prenantes du camp fédéraliste, de jouer pleinement le rôle qu'exigent leurs responsabilités politiques et constitutionnelles.

Si les Québécois soi-disant fédéralistes ne comprennent pas cela ou refusent qu'il en soit ainsi, ils ne sont pas ou ne sont plus fédéralistes. Ce dont je doute.

MARCEL ADAM

Attitude irrévérencieuse à l'endroit de nos tribunaux

Le député Fernand Lafonde avait raison, jeudi, de s'indigner des propos tenus quelques heures plus tôt par le ministre des Richesses et des Ressources, M. Yves Bérubé, à l'adresse des tribunaux dans l'affaire de la nationalisation de la compagnie Asbestos. Ces propos équivalaient vraiment à une manifestation de mépris de la part du pouvoir civil à l'égard du pouvoir judiciaire, manifestation de mépris qu'on ne saurait tolérer dans une société démocratique.

Qu'avait dit M. Bérubé? Il avait dit qu'il jugeait disgracieux qu'un juge émette une injonction à l'égard d'une loi du Québec alors qu'il n'est pas élu. Il faisait évidemment référence à la décision du tribunal qui a empêché le gouvernement de procéder à l'expropriation de la société Asbestos en dépit d'une loi votée en ce sens par l'Assemblée nationale.

On comprend la colère mal contenue du ministre. Il y a trois ans que son gouvernement, conformément à son programme, tente de s'approprier l'entreprise d'amiante et doit différer son projet à cause d'arrêts de tribunaux. Mais ce n'est pas une raison pour s'en prendre à l'action de ces derniers.

Les tribunaux n'ont pas toujours raison, sans doute, mais ils

sont un des rouages essentiels de l'État. Ils ont notamment pour rôle de contrôler l'action du législatif et de l'exécutif. Le gouvernement, comme le simple citoyen, doit se conformer à leurs arrêts. Autrement, on pourrait se diriger facilement vers un type ou l'autre de dictature. Les démocraties se distinguent justement par la séparation des pouvoirs.

Il est malheureux que le ministre Bérubé, au lieu de s'excuser ou de se rétracter, ait plutôt préféré répéter ses accusations. Le vice-premier ministre, M. Jacques-Yvan Morin, mis en cause en l'absence du premier ministre, a tenté de minimiser le tout en disant que M. Bérubé n'avait fait qu'exercer le droit qu'a tout citoyen de critiquer une décision de cour. En réalité, il a passé tout simplement à côté du sujet. M. Bérubé n'avait pas fait que critiquer la teneur d'un jugement, il avait mis en cause, en quelque sorte, le droit des tribunaux de contrôler l'action des deux autres pouvoirs, c'est-à-dire, encore une fois, le législatif et l'exécutif.

Pareille attitude témoigne d'un état d'esprit inacceptable. Quand les gouvernements s'immiscent de plus en plus dans nos vies avec une législation et une réglementation qui touchent à peu près à toutes les sphères

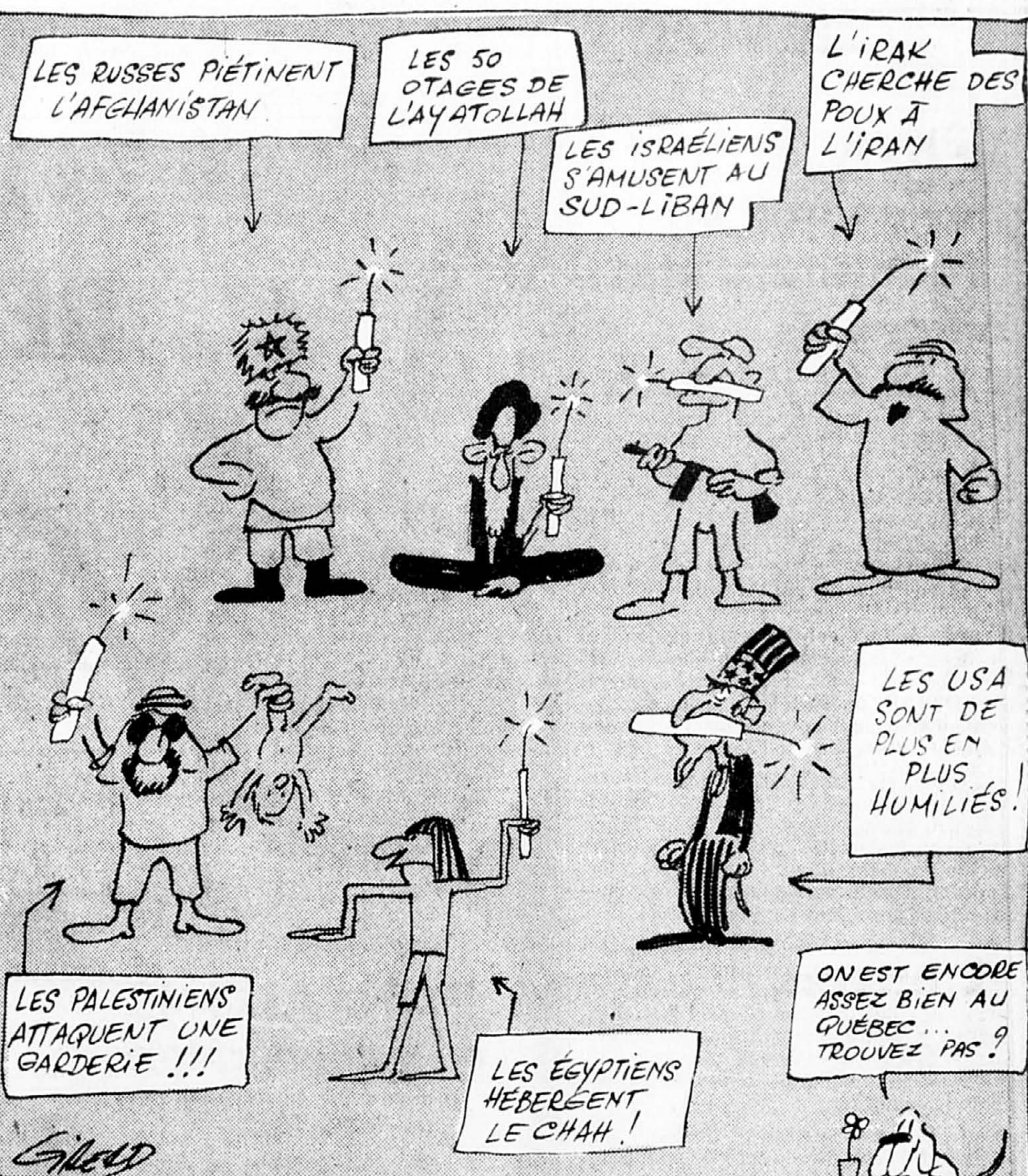
d'activités, il est pour le moins inquiétant de les entendre ainsi dédaigner le pouvoir de contrôle des tribunaux. Il y va de la préservation de la liberté du citoyen.

M. Bérubé a oublié qu'il était ministre et que, à ce titre, sa réflexion engageait plus que sa personne. Un ministre fédéral, qui s'était permis des propos désobligeants à la suite d'un jugement qui l'avait fortement déçu (l'affaire des compagnies de sucre acquittées en première instance) a cru, lui, que son incartade justifiait sa démission du cabinet. M. Bérubé aurait pu au moins faire preuve de repentir.

Le ministre des Richesses et des Ressources n'est malheureusement pas le premier à tenter de discréditer la justice. D'autres de ses collègues dans l'administration Lévêque ont déjà eu des réactions semblables face à des jugements qui ne leur plaisaient pas. On a alors parlé de jugements «humiliants» ou on a dit que les tribunaux mettaient le Québec à genoux.

Le juge en chef Jules Deschênes de la Cour supérieure du Québec avait stigmatisé ces manifestations de mépris envers la justice dans sa conférence du 23 janvier dernier. On n'aurait pas dû récidiver.

VINCENT PRINCE



Droits réservés

Les alliés et la question des sanctions américaines

La crise iranienne a entraîné une tension croissante entre les États-Unis et leurs alliés. Le Président Carter a pris acte publiquement des réserves des alliés, pour les déplorer.

La situation est mouvante et les informations sont fréquemment contradictoires. Ce qui signifie déjà que la crise devient plus intense. Un matin, on apprend que l'Argentine, dans le dessein de soutenir l'action américaine, ferme son ambassade à Téhéran; l'après-midi, la nouvelle est démentie. Le vendredi, il semble que la Communauté européenne va se contenter de prononcer des belles paroles pleines d'encouragement pour conforter l'Amérique; le lundi qui suit on croit comprendre que l'Europe va passer de la parole aux actes et suivre Washington dans l'application des sanctions. Le Japon, visiblement très embarrassé, lance son ambassadeur à Téhéran dans un tango. Le délégué de Tokyo est parti consulter son gouvernement; il ne rentrera que si les otages sont prochainement libérés.

Si l'embrouillamini est pressenti, le climat est davantage saisissable. Comment le caractériser? Colère chez les Américains impuissants à faire

entendre raison au théologien psychopathe Khomeiny, exaspération devant la lenteur des alliés à mobiliser. Chez les Européens et chez les Japonais embarras, perplexité et, semble-t-il, depuis quelques jours, le sentiment que la fatalité va aligner tout le monde, bon gré mal gré, spontanément ou dans la résignation, derrière Carter.

Quand on parle des alliés il convient de ne pas omettre le Canada dans la nomenclature. La discrétion du gouvernement issu des élections du 18 février, tant sur l'affaire afghane que sur la crise iranienne, peut s'interpréter à la fois comme l'expression de réserves vis-à-vis de la politique américaine et comme une prudence commandée par le caractère délicat de la situation. (En ce qui concerne l'Afghanistan notamment, Ottawa n'a pas encore donné beaucoup de preuves d'une adhésion enthousiaste à l'appel du Président Carter en faveur du boycott des Jeux de Moscou. Mais comment ne pas voir que les mêmes répugnances se sont manifestées dans d'autres pays amis des États-Unis?)

Les réserves des alliés peuvent s'expliquer de bien des façons. On n'est peut-être pas éloigné de la vérité en imaginant

qu'aux yeux des gouvernements étrangers, Carter court deux lièvres à la fois: il veut sincèrement la libération des otages et la victoire aux élections présidentielles.

Où est la frontière entre une solution électorale et une solution politique honorable à l'intolérable situation qui prévaut à l'ambassade américaine de Téhéran? Pour M. Carter, les deux se confondent; pour les autres elles sont distinctes. Les gouvernements étrangers souhaitent d'autant moins être à la traîne du candidat Carter que plusieurs d'entre eux devront se présenter prochainement devant leur électeur respectif et que les populations ne se peuvent être pas prêtes à la mobilisation générale derrière l'Amérique.

Par ce biais on rejoint une considération capitale: l'intérêt. Tout le monde n'a pas intérêt à combattre l'Iran pourvoyeur de pétrole. Mais qui ne songe pas à ses intérêts en ce bas monde?

L'Europe n'a pas su s'assurer une prise sur les événements. «La relance de la crise irano-américaine, c'est un peu pour l'Europe le commencement de la fin des illusions.» (G. Broussine).

GUY CORMIER

Qu'attend le ministre pour agir?

Me Marc-André Bédard
Ministre de la Justice
Québec

Je ne sais pas si vos nombreuses occupations vous permettent de lire régulièrement les journaux, en particulier le quotidien LA PRESSE de Montréal. Dans la négative, j'ose espérer que votre chef de cabinet ou vos secrétaires ont pu porter à votre connaissance les nombreux articles de Claire Dutrisac spécialement (...) sur l'affaire du jeune Jean-Eric Riopel-Thibault. (...)

Savez-vous que le Centre de services sociaux de l'endroit a omis de retenir les services d'un avocat pour (...) Jean-Eric. (...) qu'une déclaration (à deux reprises) du juge du Tribunal de la jeunesse à propos de M. Maurice Thibault, père adoptif de l'enfant, est tout à fait contraire à ce qu'a affirmé ce dernier, comme en font foi les notes sténographiques de la Cour? (...)

Savez-vous (...) que la loi 21 remet entre les mains du Comité de protection de la jeunesse la grande et noble mission d'assurer les droits de l'enfant? Est-il nécessaire de vous rappeler qu'il

a autant droit de choisir de vivre avec ceux qui savent le rendre heureux qu'à la sécurité matérielle et physique? (...)

M. le Ministre, (...) une action diligente (...) s'impose (...). Les hommes ne sont pas faits pour les lois mais bien les lois pour les hommes, a fortiori pour les enfants. (...)

Etant donné tout ce que j'ai écrit (...) sur la situation pénible



Me Marc-André Bédard

faite à cet enfant, et j'ai tout lieu de croire en la véracité du contenu des articles de Claire Dutrisac, il y a sûrement urgence à secourir le jeune Jean-Eric. C'est pourquoi je dénonce les tergiversations et les hésitations du Directeur de la Protection de la jeunesse ainsi que le silence et l'inaction dont il a fait preuve jusqu'à maintenant, la détérioration de l'état psychologique d'un enfant étant en cause.

M. le Ministre, (...) je ne vois qu'un seul moyen (pour vous, ou les autres ministres concernés, en l'occurrence MM. Pierre Marois et Denis Lazure), c'est d'ordonner sur-le-champ au Directeur de la Protection de la jeunesse de faire le nécessaire, avec grande diligence, pour que le cas du jeune Jean-Eric soit bientôt tranché par la Cour.

Une cour impartiale, sérieuse, présidée par un juge sachant consulter et bien au fait de la psychologie enfantine. Car le seul argument valable dans une cause semblable est l'intérêt et le bien de l'enfant et son droit de choisir. Rien d'autre.

Max GAGNON
St-Sauveur-des-Monts

Mme Claire Dutrisac,

Je vous encourage à continuer votre lutte pour que le jeune Jean-Eric Riopel puisse le plus rapidement possible retourner dans sa famille. Maman d'un petit garçon du même âge, j'imagine le chagrin de ce petit ainsi que celui de ses parents. C'est impensable ce qui a été fait, et de voir que ça dure depuis plus d'un an.

Durant la grève des cols bleus, deux-dauphins sont morts. Cause du décès: l'isolement. Ce petit garçon est certainement plus intelligent qu'un dauphin: imaginons son chagrin.

Plus cette histoire traîne, plus il y aura de gens qui en souffriront, les grands-parents se seront attachés à cet enfant.

Je termine en souhaitant bon courage à la famille Thibault. Dans cette affaire, il semble y avoir beaucoup de personnes qui ne sont pas intéressées aux sentiments humains, sinon elles auraient agi plus rapidement.

Mme D. HACHEY
Dorval

Un outrage au Saint-Siège

Le dernier reportage de Télé-mag du 18 mars sur les finances du Vatican aurait achevé — si cela n'était déjà fait — de m'ouvrir les yeux sur le lupanar que sont devenues les émissions «d'informations» de Radio-Canada.

On ne représente plus guère de reportages sérieux; on se contente, «après s'être emparé du micro et en refusant de le lâcher» comme le dit l'historien français Pierre Chaunu (La Mémoire et le Sacré), de présenter des thèses et de manipuler l'opinion publique sans sourciller sur le choix des moyens.

Dans ce «reportage», dont il serait trop long de relever toutes les lacunes et de montrer tous les coups bas, le parti-pris de dénigrement est manifeste. Le choix des mots, les prises de vues, tout est établi pour infiltrer le germe du doute dans l'esprit du spectateur fatigué de sa journée de travail et qui avale sans difficulté l'innommable ratatouille télévisée qu'on veut bien lui servir. Une fois le soupçon bien planté dans l'esprit engourdi du téléspectateur, on s'arrange pour que la pourriture gagne du terrain et que la vermine prolifère.

Ainsi, l'autorité religieuse et morale la plus haute et la plus respectable de monde est traînée dans la boue, accusée de «manquer de transparence», soupçonnée de calculs bas et intéressés, suspectée d'intentions douteuses, d'attitudes indignes, et de plans machiavéliques par ceux qui, par ailleurs, accueillent à bras ouverts les allégations de vaticanologues» péchés Dieu sait où et dont, par quelques permissions de la fée télévision, les

propos deviennent autant d'affirmations et les hypothèses sont tenues pour des preuves irréfutables!

On doute du Saint-Siège, on remet en question, de façon voilée mais réelle, l'honnêteté du pape lui-même mais, par quelques privilèges à eux réservés, ceux qui les attaquent ont droit au bénéfice du doute le plus large et au «bon Dieu sans confession» dans une atrophie complète du si nécessaire examen critique de ses sources et de l'honnêteté intellectuelle, vertus journalistiques oubliées dans les poubelles de la société d'Etat. On ne peut que comprendre les hésitations de l'administration pontificale à fournir chiffres et déclarations à des gens qui n'auraient rien de plus pressé que de les travestir, les sortir de leur contexte, les interpréter de la façon la plus abracadabrante et la plus négative, de s'en servir pour diffamer plus encore le Saint-Siège et condamner à mort ceux qui les auraient fournis pour leur défense.

On peut se demander — et c'est là qu'il faut creuser en profondeur — pourquoi tant d'énergie déployée contre le Siège de Rome? Pourquoi cette volonté arrêtée d'accuser, d'avilir, de salir? Que se cache-t-il sous ces reportages aussi habilement montés que basement déloyaux? (...)

Au risque de plagier plus grand que moi, je dirai: Télé-mag passera; l'Eglise, à laquelle le Christ a confié les paroles de la vie éternelle, ne passera pas.

François MCCAULEY
Université de Sherbrooke

EN VRAC

Un cercle vicieux...

Le ministre de l'Environnement du Québec, M. Marcel Léger, annonçait récemment que... le Québec investira \$7 milliards, dans les huit prochaines années, pour dépolluer ses lacs et ses rivières. (...)

La dépollution deviendra une industrie de pointe créatrice d'emplois. Beaucoup d'argent investi ainsi dans notre économie sous forme de salaire, donc beaucoup plus de consommation, donc beaucoup plus de production pour répondre à la consommation, donc beaucoup plus de pollution due à la consommation. Donc, pollués, nous dit l'Etat, pour justifier cet investissement massif et générer des emplois. C'est le cercle vicieux de la société de consommation! (...)

On parle de «l'utopisme» des écologistes qui prétendent qu'il faut changer notre mode de vie, nos structures de comportement, bouleverser les valeurs de «productivité» et de «prosperité» pour faire place à une technologie plus douce et une société

sans hiérarchie, favorisant, travail individuel et auto-gestion, remplacer le produit national brut par le «bonheur national brut», et qui prétendent surtout qu'il faut briser les cordes du dirigisme capitaliste pour redonner le pouvoir aux individus et éliminer les disparités sociales. La société écologique est pourtant la seule solution. Nous en sommes tous plus ou moins conscients, mais nous préférons protéger nos intérêts et nos privilèges par égoïsme, en oubliant les générations qui nous succéderont. (peut-être, si elles en ont la chance!), et nous éloignons simplement cette thèse écologiste devant l'ampleur des changements qu'elle propose. On la traite d'utopique et on qualifie ses tenants de paranoïaques. (...)

Aucune mesure de protection de l'environnement, tant qu'elle s'inscrit dans la croissance de la consommation, n'en sera vraiment une. (...)

Claude ST-PIERRE
Jonquière, Qué.

base provinciale, nous aurions alors eu, toutes proportions gardées, 3 gagnants au Québec contre 7 en Ontario.

Soyez assuré que, dans l'éventualité d'un nouveau concours de l'interurbain, nous ferons en sor-

te que le nombre de prix attribués soit proportionnel au nombre d'abonnés desservis dans chacune des deux provinces.

André VILLENEUVE,
vice-président adjoint
Bell Canada

Trop de publicité

On a souvent critiqué Télé-Métropole pour son nombre exagéré d'annonces publicitaires mais il ne faudrait pas oublier Radio-Canada! Durant les meilleurs films à suspense, Radio-Canada nous prive des meilleures scènes et les remplace par des annonces. Par exemple, aux grands films, vous êtes-vous amusés à compter les annonces? Moi, oui! A chaque dix minutes environ, il y a une série d'annonces.

Il serait peut-être préférable

de procéder comme CFCF 12 qui place un bon nombre d'annonces mais à intervalles moins rapprochés. Il y a cependant une meilleure solution: celle de la télévision à péage dont on parle beaucoup depuis quelque temps. Le téléspectateur, celui même qui regarde la télévision, paierait une taxe spéciale pour être soulagé en retour de cette publicité qui l'assaille dans l'intimité de sa propre maison.

Pierre PAQUETTE
Montréal

Merci à Sacré-Coeur

Mon mari, souffrant de terribles douleurs à l'abdomen, prend son automobile pour se rendre à l'urgence de l'hôpital de Laval, ville où nous habitons.

Plusieurs infirmières sur place discutent ensemble et ne se préoccupent nullement de lui. Après vingt minutes d'attente, ses douleurs s'accroissent, il décide de reprendre la route pour se rendre, cette fois, à la clinique Concorde de Laval. A son arrivée, il y perd connaissance. Le médecin de garde le fit trans-

porter immédiatement en ambulance à l'hôpital du Sacré-Coeur.

Dès son arrivée à l'urgence, presque dans la nuit, le Dr Pierre Pagé s'est occupé de lui avec empressement. Après examen minutieux, il a diagnostiqué une rupture de l'aorte abdominale, donc une opération d'urgence s'imposait dans les plus brefs délais.

Merci à l'hôpital du Sacré-Coeur.

Mme Arthur LEFEBVRE
Duvernay, Laval

L'envers d'une médaille

M. J. Duperron
Montréal
Monsieur,

Pour faire suite à votre article du mercredi 26 mars dans lequel vous mentionnez avoir perdu deux heures de votre temps à la cour ainsi qu'avoir eu à naïser devant le juge, je désire apporter les corrections suivantes:

En premier lieu, cette journée du 14 mars 1980 a débuté par une belle tempête de neige, la seule d'ailleurs cette saison et qui a retardé une bonne partie de la population québécoise. Vous en rappelez-vous?

Vous dites ensuite: Effectivement, c'est vrai et il faut bien comprendre que cette politesse est tout simplement pour souligner le respect que vous avons envers la cour, représentée par un juge, ou envers toute autre institution québécoise.

Je comprends (...) votre désir (...) que votre cause soit entendue la première, soit terminée en quinze ou trente minutes et enfin, qu'un jugement vous soit favorable. Il faudrait à ce moment demander aux gens de parler tous en même temps, que tout le monde soit premier au rôle de la cour et que le juge par politesse comprenne tout le monde.

Vous dites que vous avez perdu deux heures à la cour en cette journée du 14 mars 1980, personne du nom de J. Duperron n'était inscrit au rôle cette journée. (...)

Pour être écouté, il faut s'identifier et, malheureusement pour nous, on ne connaît même pas votre nom.

A J. Duperron qui a oublié de dire bonjour,

Denis FORGET
Cour provinciale
Division petites créances

Au sujet d'un concours

M. Jean-Maurice Bonvouloir
Laprairie, Québec

La lettre que vous adressiez à M. de Granpré le 6 mars dernier, fait état d'une situation que vous qualifiez d'injuste pour les résidents du Québec quant à la répartition des gagnants du concours «Le voyage de l'interurbain».

La question que vous soulevez appelle certaines explications. La sélection des gagnants s'étant faite par tirage au sort pour tout le territoire desservi par Bell, il nous était impossible d'avoir un nombre de gagnants

équivalents dans les deux provinces. D'autre part, le nombre d'abonnés au Québec étant inférieur à celui de l'Ontario (1/3, 2/3), le nombre de participants au concours a également été moindre, et ce, approximativement dans les mêmes proportions. Nous avons reçu 345,386 bulletins de participation au Québec contre 805,496 bulletins en Ontario. Toutefois, comme l'indiquait le règlement du concours, les possibilités de mériter un des grands prix étaient déterminées uniquement par le nombre total de formules reçues. Si nous avions fait un concours sur une

PROFITEZ DES MAINTENANT DE LA NOUVELLE SUBVENTION du gouvernement provincial jusqu'à \$50000 sur l'achat de

FENÊTRES et PORTES

EN ALUMINIUM HIVER-ÉTÉ AVEC MOUSTIQUAIRES

COMMANDEZ DES MAINTENANT ET ÉCONOMISEZ

- La porte «DELUXE» avec double coupe-froid
- Faites sur mesure
- Première qualité
- MAIN-D'OEUVRE et GARANTIE ÉCRITE DE 5 ANS
- Choix de couleurs. Emailuit.

COMPAREZ AVANT D'ACHETER

ACHETEZ MAINTENANT PAYEZ EN AOÛT • PAS D'INTÉRÊT •

SERVICE D'ACHAT À DOMICILE

JOUR, SOIR ou FIN DE SEMAINE • TERMES FACILES •

Aussi: AUVENTS et FENÊTRES COULISSANTES PANORAMIQUES

DÉMONSTRATION ET ESTIMATION GRATUITES

TÉLÉPHONE: 731-7676

SOIR: 481-6356

MORCO ALUMINIUM INC. 8225, av. Mayrand Montréal

• Achetez avec confiance • Plus de 25 ans d'expérience

VIVE LES VACANCES!

19' À 35' ROULOTTES DE VOYAGE OU MODELES DE PARC

dauphiné

CHALET 4 SAISONS 28x14/40x14 Tapis, fixturs, tentures inclus

GM CARAVAN

OUVERT le dimanche 1h à 5h Terrain d'exposition GÉANT

288 boul. Labelle, Fabreville, Laval (5 milles au nord du pont de Cartierville)

(514) 622-4630

NUMÉROS GAGNANTS PEU IMPORTE L'ORDRE			
2	5	10	14
6 SUR 6	3	60,342.30	
5 SUR 6	162	1,005.70	
4 SUR 6	6735	67.20	
5 SUR 6+	13	8,355.00	

Tous les billets gagnants de \$250. et \$50. de la Mini sont encaissables à toute succursale de la BCN

TIRAGE: 102 VENDREDI 11 AVRIL 1980	
NUMÉRO	POSSIBILITÉ DE
258095	3 GAGNANTS DE \$50,000.
58095	27 GAGNANTS DE \$5,000.
8095	279 GAGNANTS DE \$250.
095	2781 GAGNANTS DE \$50.
95	27810 GAGNANTS DE \$5.

NO COMPLEMENTAIRE S'APPLIQUANT SEULEMENT AU 5 SUR 6

32 VENTES TOTALES \$1,885,699.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

■ Quel samedi plate! Sombre, froid, pluvieux, un samedi de centres d'achats, de «Wide World of Sports».

Mais pas pour Frank Malick, qui avait mis son bel habit gris, sa cravate de soie et qui attendait patiemment LA PRESSE en sirotant un petit verre de «ginger ale», assis à un bout de son divan, près de la fenêtre, dans son bungalow de la rue Tanguay, dans le nord de la ville.

PAUL ROY

«Bonjour monsieur Malick, bon anniversaire!»

Il se lève droit comme un pic, souriant: «How do you do?»

— «Qu'est-ce que ça vous fait d'avoir 100 ans aujourd'hui?»

Frank Malick ne comprend pas très bien la question. Sa femme, Hasebe, 80 ans, la lui repose en anglais. Mais c'est peine perdue. «Il entend très bien, explique-t-elle, mais il ne comprend pas toujours.»

C'est comme la lecture. «Il peut passer des heures à lire sans tourner la page. Il lit, il lit, il lit...»

Que lit-il? Son livre de messe, une espèce de «Prions avec l'église», écrit en arabe, et probablement aussi vieux que lui. Il se lève et va nous le chercher.

Il lit aussi les journaux. Quand un article l'intéresse, il le découpe. Il nous montre une découpe récente dans laquelle il est question du président Sadate, d'Egypte.

Né à Rachaya, au Liban, le 12 avril 1880, il n'a jamais cessé de s'intéresser à ce qui se passe au Moyen-Orient. Avec sa femme et ses cinq enfants, deux filles et trois garçons âgés de 48 à 58 ans, il parle encore souvent l'arabe.

Shaker Khoury Malick est arrivé à New York en 1905, à l'âge de 25 ans. Il y a pratiqué divers métiers avant de venir s'installer à Richmond, dans les Cantons de l'Est, en 1914.

Il épousera Hasebe, originaire elle aussi de Rachaya, en 1921. Il avait 41 ans; elle en avait 21.

À Richmond, il a ouvert et géré pendant 49 ans un petit restaurant-dépanneur. Il n'a jamais fumé mais il ne détestait pas prendre un p'tit coup.

Et il aimait les femmes. Il les aime toujours d'ailleurs. Enco-



«Plus on avance en âge, plus on devient intelligent; on finit par en apprendre tellement!», dit M. Malick.

Frank Malick a 100 ans et vit au jour le jour

re aujourd'hui, quand il voit des danseuses à la télévision, ses yeux s'agrandissent, nous confie sa femme.

«Plus on avance en âge, plus on devient intelligent, nous interromp-il. On finit par en apprendre tellement!»

— «Parlez-vous le français?»
— «Pas gros... un peu... comme-ci, comme-ça, ajoutez-l, moqueur.»

Puis il reprend la lecture du journal «Liban-Canada». Il lève la tête: «Pas mal intelligents, ceux qui écrivent dans ce

journal!»
Un peu plus tard, il nous dira qu'il considère avoir fait sa part «dans le monde». Mais il ajoutera qu'il est bien heureux et qu'il compte vivre encore 25 ans.

«S'il pouvait vivre encore 16 ans, jusqu'à son 75e anniversaire

de mariage, ce serait beau, nous confie sa fille Georgette, l'aînée de ses enfants...»

«Moi, je vis pour aujourd'hui, pas pour demain, explique le centenaire, combien de temps je vivrai, ce n'est pas de mes affaires, c'est l'affaire de Dieu.»

Hommes et chiens ensemble pour leur santé

■ Une première a eu lieu au parc Lafontaine, hier matin, lors d'une manifestation populaire organisée par la Fraternité des policiers de Montréal. Policiers et citoyens accompagnés de leurs chiens ont couru dans le quadrilatère du parc. L'exercice avait pour but de promouvoir le conditionnement physique humain et canin ainsi que la bonne entente entre policiers et monde ordinaire. L'organisateur, le constable Patrick DeCaen, a qualifié l'événement de vif succès.



LE DROIT PALESTINIEN À L'AUTODETERMINATION

Abba Eban s'en prend aux Européens

■ Les pays européens devraient s'abstenir de toute déclaration en marge du conflit israélo-arabe, d'autant plus qu'ils n'ont jamais contribué réellement au processus destiné à ramener la paix dans ce coin du monde.

PIERRE BELLEMARE

C'est ce qu'a déclaré hier à Montréal M. Abba Eban, ex-ministre israélien des Affaires étrangères, aujourd'hui membre de l'opposition à la Knesset, à l'occasion d'une conférence de presse qu'il a donnée avant de s'adresser à plusieurs centaines de membres de l'Institut d'Israël de Montréal.

M. Eban s'en est pris au manque de responsabilité des pays membres de la Communauté économique européenne qui, lors de multiples déclarations publiques, ont évoqué le droit palestinien à l'auto-détermination.

«Il faut faire attention à ce genre de déclarations. Si l'on parlait aussi du droit à l'autodétermination des Kurdes, des Arméniens, des Corses...», de dire M. Eban, qui a aussitôt ajouté: «Par délicatesse, je

m'en tiendrai à des cas qui s'appliquent loin d'ici».

Il n'a d'ailleurs pas commenté l'intervention récente du leader socialiste français Michel Rocard en faveur de la souveraineté-association proposée par le gouvernement Lévesque.

Mais c'est justement ce type de prise de position au niveau international que M. Eban réprouve. Il s'en inquiète même, surtout lorsque cela a pour effet de nuire «aux techniques de négociation» d'Israël et d'Egypte pour l'obtention de la paix.

Begin en transit

Les Européens devraient donc se mêler de leurs affaires, a-t-il laissé entendre, même s'ils ont la forte tentation de s'allier aux forces arabes qui les approvisionnent en pétrole.

L'appui consenti par les Européens aux Palestiniens est symbolisé par le Koweït qui a servi «d'arène» pour la déclaration sur l'autodétermination des peuples, a noté M. Eban.

Cependant, il estime que le premier ministre israélien, M. Menahem Begin, doit éviter d'être trop «avare» sur les pouvoirs

à conférer à l'éventuel conseil administratif devant gérer les territoires arabes en Israël.

L'Egypte d'Anouar El Sadate voudrait des pouvoirs très étendus, faisant de ces territoires des entités pratiquement autonomes, tandis que M. Begin propose plutôt des pouvoirs restreints, trop restreints aux yeux de M. Eban.

Cette question sera sûrement abordée demain à Washington lors de la rencontre du premier ministre israélien avec M. Jimmy Carter, président américain, rencontre semblable à celle qui réunissait la semaine dernière M. Carter et M. Sadate.

Après ce tête-à-tête, on cherchera à accélérer les négociations qui, en vertu de l'entente de Camp David, doivent prendre fin le 26 mai prochain. Une échéance critique pour un règlement négocié.

M. Begin, qui a quitté Israël aujourd'hui sur les ailes de la compagnie El Al, était en transit en matinée à l'aéroport de Mirabel et devait se diriger vers la capitale américaine pour mettre la dernière main aux préparatifs de l'importante rencontre demain avec M. Carter.



CANDIDAT DU PQ DANS BEAUCE-SUD

Une des entreprises de Boisvert en faillite

■ D'après CP — Ray Sportswear Inc., une des douze entreprises appartenant à un ancien candidat du Parti québécois, M. Raymond Boisvert, a déposé son bilan à Québec.

L'avis de la première rencontre des créanciers a paru dans «Le Soleil» de samedi.

Rejoint chez lui au téléphone, M. Boisvert a déclaré que la demande de déclaration de faillite ne touchait qu'une de ses entreprises et seulement cinq des 800 travailleurs à son emploi.

Ray Sportswear met en marché des vêtements sport et, selon M. Boisvert, la compagnie a perdu une somme d'argent considérable en décembre dernier lorsque Boogie Jeans de Montréal a fait faillite.

Les autres entreprises de M. Boisvert continueront d'accepter des contrats de GWG et de H.D. Lee, mais la marque Ray disparaîtra du marché.

Quand il fut choisi comme candidat du PQ pour les élections partielles de novembre dernier dans Beauce-Sud, M. Boisvert avait été présenté par le parti comme un brillant homme d'affaires qui s'est construit un empire dans le milieu du vêtement à l'âge de 30 ans.

Le jeune et blond candidat avait mené sa campagne dans sa Cadillac, jouant beaucoup sur son succès personnel, mais avait été défait par le candidat libéral Hermann Mathieu, un notaire de campagne.

DANS UN CEGEP

Tentative de meurtre contre un policier

Les policiers de la ville de Longueuil ont émis hier un mandat d'arrestation contre un dénommé Gilles Caron, 24 ans, impliqué dans une violente bagarre contre un policier de cette ville.

Le tout débuta, hier midi, lorsque ce policier, le constable Marc Kane, 22 ans, faisait une surveillance spéciale au cégep Edouard Montpetit sur le Chemin Chambly à Longueuil suite à un vol par effraction commis la veille. Le policier voulut procéder à l'arrestation d'un suspect, mais celui-ci résista et empoigna le revolver de service du jeune policier et le frappa de plusieurs coups à la tête pour ensuite prendre la fuite avec ce revolver.

Le policier fut conduit à Charles-Lemoyne et son état est critique. Il souffrirait d'une fracture du crâne.

Le suspect sur qui pèse une accusation de tentative de meurtre est connu des policiers longueillois et son arrestation serait éminente selon les enquêteurs Roy et Dufresne de la police de Longueuil.

Lancement de deux nouveaux traversiers

■ SOREL (PC) — Deux nouveaux traversiers, qui seront affectés à la liaison entre Tadoussac et Baie Sainte-Catherine, ont été lancés samedi aux chantiers de la compagnie Marine Industries de Sorel. Il s'agit du Armand Imbault et du Joseph Des chènes.

Le premier navire rappelle le souvenir d'un citoyen de la région de Tadoussac, propriétaire d'une société de réparation de navires en cale-sèche.

L'autre navire évoque la mémoire d'un pionnier de la navigation qui effectua la première traversée de l'embouchure du Saguenay, par chaloupe motorisée, au cours des années 20.

PERTES DE \$250,000

Le Relais flambe

■ Le bar-salon Le Relais, sur la Montée Saint-François, à Sainte-Julienne, a été la proie des flammes, hier, vers 4h30. La bâtisse de 60 pieds sur 40 est une perte totale.

Personne n'a été blessé lors de l'incendie dont on ignore les causes. Le détachement de Rawdon de la Sûreté du Québec enquête à ce sujet.

Les pertes seraient de l'ordre de \$250,000.

LE RÉFÉRENDUM

LÉVESQUE CONFIAIT

Le clan du NON panique, gardons notre bonne humeur

QUÉBEC — «Je ne suis pas porté aux excès de confiance, mais je n'ai jamais vu une campagne s'amorcer avec autant d'enthousiasme et j'ai l'impression que nous nous acheminons vers une majorité de OUI dans quelques semaines. Nous avons le vent dans les voiles, il ne faut

PIERRE VINCENT

de notre bureau de Québec

pas le perdre, il faut souffler dans la voile et absorber avec le sourire les pires attaques dont on sera inévitablement victimes au cours des prochaines semaines. Parce qu'un régime se sentant menacé peut devenir méchant; d'ailleurs on peut déjà noter un sentiment de panique dans le clan du NON. C'est bon signe pour nous, gardons donc notre bonne humeur.»

Le ton était à l'optimisme hier à Donnacona, et même René Lévesque n'a pas échappé à cette contagion.

De 600 à 700 organisateurs des seize circonscriptions de la Vieille Capitale et des huit circonscriptions de la Mauricie participaient alors à l'un des nombreux rallyes pour le OUI du week-end. Objectifs: permettre aux organisateurs de se familiariser avec les dernières orientations, les dernières lignes stratégiques de la campagne, et leur fournir des sources d'inspiration, des arguments et des citations d'auteur quand ils iront faire la lutte dans chacun de leur patelin.

Au menu du jour: un ex-ministre libéral et confédérat respecté dans les milieux intellectuels, un ex-chef de l'Union nationale et homme d'affaires prospère, une femme à la fois vice-présidente de l'île québécoise du Parti conservateur et enseignante, ainsi que deux ministres et le Premier ministre.

L'Allier

Après les propos débordants d'enthousiasme et d'optimisme du ministre des Affaires intergouvernementales Claude Morin, un ex-ministre du cabinet Bourassa, Jean-Paul L'Allier, est venu reprendre les grandes lignes de son acte de foi pour le OUI, insistant sur deux points en particulier:

«S'il y a le PQ et ce référendum c'est le résultat de l'incapacité de ce pays d'être comme il se présente à la population. On ne demande pas le privilège de tondre le gazon à Ottawa, mais la possibilité de faire nos lois. Je dis OUI à une démarche pour la négociation d'une nouvelle entente et OUI à l'orientation de cette négociation; il est bien évident que le «patron» aurait aimé mieux qu'on demande à la



René Lévesque: nous avons le vent dans les voiles.

population un vote de grève, ainsi il aurait pu dire: «Négociez donc avant de faire la grève.»

La-dessus, il a rappelé ses propres expériences de négociateur du temps où il était avec les libéraux. «Depuis vingt ans, nous avons perdu pas mal de sang en dessous de l'aile.»

Et il a durement attaqué le Livre beige, qu'il a comparé à «Finis les folies» de Trudeau. «Au fond, le Livre beige dit: «Acceptez que vous êtes une minorité, et vous serez la minorité la mieux traitée.» Il faudra dire aux gens qu'advenant une victoire du NON au référendum, le Livre beige sera aussi inacceptable à Trudeau que le Livre blanc, parce qu'il affaiblirait le gouvernement central. Donc, si c'était un NON, nous nous dirigerions vers des négociations tranquilles, et nous serions en situation encore plus faible que par le passé.» M. L'Allier a été très chaleureusement applaudi.

Biron

Mais, l'accueil le plus chaud et le plus ému de la journée est allé à Rodrigue Biron, à qui l'on a chanté «Mon cher Rodrigue, c'est à ton tour de te laisser parler d'amour». L'ex-chef de l'Union nationale a probablement prononcé l'un des meilleurs discours de sa carrière. «Je ne pensais pas qu'il pouvait être aussi

dangereux que ça en campagne» a plaisanté M. Lévesque.

M. Biron a établi un parallèle entre la négociation politique proposée et une négociation pour un contrat de travail: «Un syndicat qui veut une augmentation de \$1 l'heure commence par demander \$2 au patron, et au bout de la négociation il finit habituellement par obtenir ce qu'il veut. Le Livre beige, c'est comme si on demandait 25 cents pour avoir \$1 et, avec une telle approche, on risque de ne toucher que 15 cents. Si nous étions en Israël, je dirais que le Livre beige, c'est comme réclamer les trente deniers... Moi aussi j'assiste à la messe, et je connais le prix de la trahison!»

Et à propos du refus du fédéral de négocier, il dira: «C'est normal qu'ils disent NON. J'ai été patron. Quand mes employés arrivaient avec leur projet de convention collective, je faisais un spectacle, je disais que je ne négocierais pas, je déchirais le texte de la convention... Mais, la semaine suivante, je sortais la deuxième copie du projet de convention, celle que je n'avais pas déchirée, et je commençais à discuter.»

Par ailleurs, le député indépendant de Lotbinière a raconté l'anecdote suivante au sujet du message qu'il a reçu, comme

tous les autres citoyens du Québec du reste: «Mon député me dit qu'un OUI au référendum, ça signifie la séparation du Québec, alors je lui ai envoyé une copie de la question référendaire et l'ai prié de la lire au moins une fois avant de se prononcer.»

Mme Suzanne Duplessis a surtout insisté sur les assemblées des Yvette organisées par le camp du NON: «La vraie Yvette, la femme sans diplôme, la femme du chômeur, la femme sans pouvoir, elle n'était ni au Château Frontenac ni au Forum. Les femmes qui participaient à ces rencontres sociales appartiennent à la haute et moyenne bourgeoisie, et ça vaut ce que ça vaut.»

Enfin, le ministre du Revenu Michel Clair a présenté le président du Regroupement national pour le OUI, qui a indiqué à ses organisateurs quelques champs de bataille où il serait bon d'attirer l'adversaire ou de lui riposter:

Des champs de bataille

«Ils vont probablement nous servir le grand argument de la peur, la peur surnoise qu'ils tenteront de faire jouer chez les gens les plus fragiles de notre société. À la veille des dernières élections, un certain M. Bronfman nous avait menacé de retirer les Expos du Québec, essayé de nous faire peur lui aussi, mais, la semaine suivant le résultat des élections, il nous téléphonait pour louer le stade pour ses Expos.»

«Il faut prévoir aussi une orgie de dépenses d'Ottawa. Seulement pendant le week-end de Pâques, ils ont dépensé un demi-million de dollars des fonds publics et ça, c'est ce qui était visible.»

Il a également parlé du contrat du F-18 «qui octroie à l'Ontario tout ce qui est adjugé, et qui promet ce qui est hypothétique au Québec, c'est-à-dire ce qui ne viendra probablement jamais»; des tenants du NON qui se font assurer par une compagnie d'Ontario; de «Chrétien qui devient de plus en plus le patron du NON, et de Ryan qui devrait s'inquiéter de devenir de plus en plus gérant de succursale»; de Davis, «qui a admis qu'un OUI serait valide».

Et la date du référendum? Non, il ne l'a pas révélée. Il dit qu'il doit encore consulter ses collègues sur le sujet, qu'il le fera lors du prochain Conseil des ministres. Ce Conseil des ministres, ça en tout cas l'a dit, ne se tiendra pas aujourd'hui, mais demain ou mercredi. Quelques heures plus tard, il annoncera la date du référendum, donc tout le monde sera fixé demain ou après-demain.

L'ACTUALITÉ RÉFÉRENDADAIRE

«Amenez-en des NON comme ça...»

Prenant la parole samedi lors de la réunion du comité du OUI de la région de Montréal, le ministre Claude Charron s'est allégrement moqué des dirigeants du camp du NON. Après avoir rappelé, moqueur, que les comédiens Paul Berval et Jacques Desrosiers ont publiquement nié avoir jamais accepté d'inscrire leur nom sur la liste des personnalités appuyant le NON, M. Charron a révélé avoir reçu, le 24 mars, une lettre du président de la Corporation professionnelle des médecins, M. Augustin Roy, le félicitant pour ses interventions à l'Assemblée nationale et pour la haute tenue du débat sur la question référendaire à Québec et lui souhaitant «bonne chance». M. Roy siégeant maintenant avec les dirigeants du groupe présidé par Claude Ryan, M. Charron a conclu, sarcastique: «Si tous les NON sont comme lui, c'est pas si mal...»

Un OUI coûterait cher au Québec

Le ministre fédéral des Communications, Francis Fox, a bien l'intention de faire comprendre aux Québécois qu'un OUI au référendum, donc, selon lui, à la séparation du Québec, pourrait leur coûter très cher. «Il s'agit de réalités que personne ne veut entendre», a-t-il déclaré hier lors d'une entrevue radiophonique à une station de langue anglaise de Montréal. «Quelqu'un devra pourtant bien dire aux Québécois qu'un vote en faveur de la souveraineté-association entraînerait pour eux la renonciation à tous les bénéfices économiques découlant de l'achat par Ottawa des avions F-18 conclu récemment. Par ailleurs, il est évident qu'on ne pourrait pas alors s'attendre à ce que l'ensemble du Canada continue à maintenir en vie Canadair qui, à elle seule, fournit 5,000 emplois à des travailleurs impliqués dans la production des avions Challenger», a-t-il déclaré.

Les femmes conservatrices de l'Ontario appuient les Yvette

L'Association des femmes conservatrices de l'Ontario, réunie en congrès en fin de semaine, à Toronto, a résolu d'apporter son appui aux Yvette que le réseau anglais de la Presse Canadienne décrit comme «un mouvement anti-féministe québécois faisant campagne pour le NON». Le premier ministre ontarien, Bill Davis, a déclaré que cette position indique bien à quel point «les Canadiens veulent que le Québec demeure au sein de la confédération».

Une armée québécoise dans l'OTAN

Un Québec souverain aurait son armée qui jouerait son rôle au sein de l'OTAN de façon plus efficace que ne le fait l'armée canadienne actuellement. C'est

ce qu'a affirmé samedi le premier ministre, René Lévesque, lors d'une entrevue télévisée à Radio-Québec.

M. Lévesque a comparé l'armée canadienne à un opéra comique où il y a plus de chefs que d'Indiens. Il a souligné que l'armée canadienne comprenait 1,600 généraux, ajoutant que tout cela coûtait cher aux contribuables.

Le premier ministre a ajouté qu'un Québec souverain prendrait à sa charge les équipements militaires en sol québécois et en réduirait leur coût, tout en les rendant plus efficaces.

NON à un Québec socialiste

Un avocat de Montréal, M. Lionel Eymard, qui affirme parler au nom d'un groupe de catholiques voués à la défense du «droit à la vie, à la personne et à la propriété privée» qui sont regroupés dans Action chrétienne, a pris position hier en faveur du NON au référendum. Selon ce dernier qui prétend représenter «au moins cent mille personnes qui adhèrent de façon informelle» à ce mouvement, il convient de barrer la route au Parti québécois, «un groupe de socialistes qui veulent faire l'indépendance du Québec et y instaurer un régime socialiste comparable à celui qui prévaut en Pologne ou à Cuba».

Tel que prévu, les Gens de l'air disent OUI

L'Association des gens de l'air du Québec a accordé hier son appui au OUI. Dans un vote secret, tenu à l'occasion des assemblées annuelles de l'AGAQ, les délégués ont approuvé cette position par 42 voix contre 19. L'assemblée a par ailleurs élu un nouveau président, soit Me Michel Doyon, avocat et pilote privé. Il succède à M. Roger Dymers.

Biron réplique à son député fédéral

Le député de Lotbinière à l'Assemblée nationale, M. Rodrigue Biron, a fait parvenir à son député libéral fédéral, M. Jean-Guy Dubois, une copie du texte de la question qui sera posée lors du référendum.

«Lorsque la question a été déposée à l'Assemblée nationale, je l'ai lue. Mais certains ne l'ont pas fait et ça paraît», a dit M. Biron lors d'une assemblée des militants du OUI dans Portneuf.

M. Biron a raconté avoir reçu, à titre de citoyen du comté fédéral de Lotbinière, une circulaire de son député fédéral, le libéral Jean-Guy Dubois. Dans le texte, M. Dubois qualifiait la question posée au référendum de «question sur la séparation du Québec».

M. Biron a immédiatement conclu que le député fédéral n'avait certainement pas lu la question et il s'est empressé de lui en faire parvenir une copie tirée du journal de fin de semaine.

PIERRE GRAVEL

Ryan prédit qu'un OUI amènerait une crise majeure

CHICOUTIMI — Le président du Comité national des Québécois pour le NON, M. Claude Ryan, a prédit, lors de l'ouverture de la campagne référendaire de son mouvement à Chicoutimi, qu'une victoire du OUI au référendum amènerait une

CLAUDE-V. MARSOLAIS

envoyé spécial de LA PRESSE

crise majeure au Canada dont le Parti québécois profiterait pour atteindre son but, soit l'accession du Québec à l'indépendance.

M. Ryan, qui parlait à une foule de 3,000 personnes dans une arène qui peut en contenir 6,000, était accompagné des principales vedettes du Comité du NON, tel M. Camille Samson, député de Rouyn-Noranda et chef des démocrates-créditistes, M. Michel Le Moignan, chef intérimaire de l'Union nationale, et du ministre fédéral Jean Chrétien.

Le lancement de la campagne du NON ne s'est pas fait dans un enthousiasme délirant, la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean étant reconnue pour son fort sentiment nationaliste. Le Centre Georges-Vézina dont la patinoire n'avait pas été entièrement recouverte pour la circonstance, dégageait une atmosphère plutôt fraîche qui semblait déteindre sur la foule. Celle-ci a d'ailleurs acclamé assez chaudement M. Jean Hallé, président du Syndicat des travailleurs de l'Alcan, que le ministre Jean Chrétien et le chef Claude Ryan.

Le chef démocrate-créditiste a tenté de réchauffer quelque peu l'atmosphère par ses



Claude Ryan: les péquistes manifestent un esprit mesquin et menteur.

bons mots d'esprit mais les haut-parleurs n'étaient pas de taille à recevoir ses propos, se prêtant à la plus pure cacophonie.

Pour convaincre les gens du Saguenay-Lac-Saint-Jean, M. Ryan a rappelé que dans le domaine de l'agriculture, cette région recevait \$13 millions d'octrois fédéraux pour le maintien du prix du lait et son écoulement. «Le Québec, a-t-il dit, a reçu autant pour la production laitière que l'Ouest pour ses céréales.»

Le chef du NON s'en est pris aux péquistes les accusant de manifester un esprit mesquin et

menteur. Selon lui, la complémentarité des deux paliers de gouvernement a été très utile jusqu'à maintenant puisqu'elle a permis au Québec de se développer économiquement. Il a cité notamment le cas de la nouvelle usine de pâtes et papier de Saint-Félicien.

M. Ryan a également attaqué M. Parizeau, le traitant de spécialiste des déficits records. «Le ministre Parizeau a accumulé une moyenne de \$1.6 milliard de déficit durant les quatre dernières années alors qu'avant les élections de 76, il criait au scandale parce que le gouvernement

Bourassa avait présenté un déficit d'un milliard.»

Cul-de-sac

M. Jean Chrétien a constaté pour sa part que le OUI au référendum va nous mener directement au cul-de-sac, au statu quo et à l'impasse parce qu'aucun premier ministre des provinces anglophones n'a reçu le mandat de négocier.

«Le seul objectif du gouvernement, c'est de réaliser par la porte d'en arrière ce que le peuple lui refuse par la porte d'en avant», a-t-il dit en s'inquiétant de la division créée par le référendum, division que les péquistes distinguent entre les purs et les impurs. Enfin, il a donné l'avertissement que personne n'empêcherait les députés fédéraux de participer au référendum en faisant allusion aux mises en garde à ce sujet du premier ministre René Lévesque.

Le leader parlementaire du Parti libéral, M. Gérard-D. Lévesque, a constaté de son côté que c'était la première fois que les partis politiques étaient divisés sur leur avenir constitutionnel. Il a fait état de la ligne de conduite passée adoptée par tous les partis que ce soit du temps de Duplessis, de Lesage, de Johnson et de Bourassa.

Enfin, le chef intérimaire de l'Union nationale, M. Le Moignan, a fait valoir la gravité du moment en soutenant que le OUI à la souveraineté-association signifiait au fond un OUI à l'indépendance. «Lorsqu'on a demandé au premier ministre Lévesque pourquoi il ne posait pas une question franche et directe, il nous a répondu qu'il n'était pas assez stupide pour poser une question battue à l'avance.»

Victime de trois lois spéciales, le SCFP votera OUI

Seul syndicat au Québec à avoir dû subir trois lois spéciales depuis l'arrivée au pouvoir du Parti québécois, toutes les trois ces derniers mois, le Syndicat canadien de la fonction publique s'apprête néanmoins à oublier ses rancœurs envers le PQ et à

Pierre VENNET

se déclarer publiquement en faveur du «oui» au référendum.

Se décrivant lui-même comme «le plus important syndicat de la FTQ», avec ses quelque 50,000 membres au Québec, le SCFP représente en effet des membres du secteur des affaires sociales et du soutien scolaire, touchés par la loi 62 qui a interdit pour deux semaines le droit de grève dans le secteur public (Front commun) en novembre dernier, les quelque 5,000 travailleurs d'Hydro-Québec qui, à la veille de Noël, se sont vus, eux aussi, imposer une loi spéciale et fixer leurs conditions de travail par l'État, et enfin les 5,600 cols bleus de Montréal, que l'État a forcé, ce printemps, à reprendre le travail après une grève de six semaines.

Malgré tout, le directeur québécois du SCFP, Roger Laramee, vient de déclarer que l'avenir du peuple allant se jouer, il est primordial de faire abstraction de nos rancœurs face au gouvernement du Parti québécois et qu'il est important que le débat «se tienne au-dessus des «partisaneries» politiques et de l'attitude du gouvernement lors des dernières négociations».

De cette déclaration écrite du directeur québécois du SCFP, également un des vice-présidents les plus influents de la

FTQ, il faut s'attendre à ce que le Conseil québécois du SCFP, qui se réunira en congrès spécial vendredi, à Québec, à la veille du congrès spécial de la FTQ sur la question nationale, se prononce, à l'instar de la CSN par exemple et d'autres instances syndicales, pour un «oui éritique» au référendum, c'est-à-dire un «oui» à la question référendaire qui ne signifie pas une approbation du gouvernement Lévesque comme tel.

Le SCFP, d'ailleurs, est bien connu pour ses positions nationalistes. Avant l'accession du PQ au pouvoir, alors sous la gouverne de Jacques Brûlé, il avait été l'un des premiers à accorder son appui au PQ. Par ailleurs, il fut un des premiers à refuser d'entourer l'appui de la FTQ au Nouveau parti démocratique fédéral, ce qui fait que lors du scrutin de février dernier, la FTQ, effectivement s'est abstenue pour la première fois depuis longtemps, de suivre le Congrès du travail du Canada, sa maison mère, et n'a pas appuyé le NPD dans sa campagne, contrairement, par exemple, à mai 1979. C'est donc dire l'influence du SCFP sur les décisions de la FTQ.

Quant au congrès de la FTQ lui-même, il semble qu'il s'achève miniera facilement vers l'appui au «oui». Aucun syndicat affilié, n'a encore fait savoir son intention d'appuyer le «non» et, dit-on à la FTQ, seuls deux groupes importants, les syndicats du vêtement et l'Union des employés de services, qui tous deux comptent un fort groupe de Néo-Québécois dans leurs rangs, préféreraient que la centrale s'abstienne, tout en se ralliant d'avance à la décision qui sera prise.

REPRISE DE LA SESSION À OTTAWA

Une année électorale à rattraper

Moins de deux mois après la reconquête du pouvoir, le premier ministre Trudeau ouvre aujourd'hui la première session de son quatrième gouvernement. En toile de fond: la bataille référendaire québécoise et un engorgement inouï de la machine de l'État paralysée par deux campagnes électorales en moins d'un an.



PAUL LONGPRE

- LE DÉBAT RÉFÉRENDATAIRE
- UN DISCOURS-CHOC DE TRUDEAU
- UNE PRIORITÉ, LE BUDGET
- POSSIBLE AJOURNEMENT DEMANDÉ
- LES TRAVAUX DES COMMUNES POURRAIENT SE PROLONGER

Dès l'ouverture de la session, le débat référendaire se transposera en quelque sorte sur la colline parlementaire d'Ottawa et le gouvernement Trudeau, gêné quelque peu par la loi québécoise et ses comités-parapluies, utilisera au maximum la scène fédérale pour défendre le NON et promouvoir l'idée que le fédéralisme est suffisamment souple pour permettre aux Québécois de s'épanouir culturellement et socialement à l'intérieur d'une fédération canadienne renouvelée.

Le discours du Trône, lu par le gouverneur général Edward Schreyer contiendra un plaidoyer en faveur de l'unité canadienne et du fédéralisme. Des mardi, lors de l'ouverture du «débat sur l'adresse en réponse au discours du Trône», selon l'appellation officielle et byzantine, le premier ministre Trudeau se propose de prononcer un discours-choc dans lequel il livrera une synthèse de sa vision du Canada et de la place des Canadiens français dans le pays, thème qu'il avait mis en veilleuse lors de la dernière campagne électorale.

Ottawa à la rescousse

Devant le fiasco des libéraux de M. Ryan lors du débat sur la question référendaire, à l'As-

semblée nationale, plusieurs libéraux d'Ottawa estiment qu'ils doivent reprendre l'initiative en provoquant un débat spécial sur l'unité canadienne aux Communes, s'ils peuvent pour ce faire obtenir l'appui de l'opposition. Déjà les conservateurs de M. Clark ont laissé entendre qu'ils ne pourraient politiquement refuser un tel débat. Se défendant de vouloir ainsi accabler les troupes fédéralistes québécoises, le ministre Jean Chrétien reconnaît que cette «hypothèse» est à l'étude. «Nous avons été l'objet d'un procès in absentia à l'Assemblée nationale», dit-il.

Dans leurs négociations préliminaires avec l'opposition conservatrice, les libéraux ont suggéré que le débat ne soit diffusé par la télévision d'État qu'au Québec. Mais les conservateurs ont insisté pour que la diffusion se fasse sur tout le réseau national. Les tories entendent bien profiter de l'occasion pour démontrer à tous les Canadiens que les tiraillements entre Ottawa et les provinces et l'impasse constitutionnelle qui perdure depuis plus d'une décennie découlent largement de l'attitude d'affrontement et l'esprit «centralisateur» des libéraux.

Il n'est pas impossible non plus que le gouvernement Trudeau demande un ajournement des Communes pour que les troupes fédéralistes puissent s'impliquer à plein temps dans le débat référendaire, au plus fort de la campagne. Cela fait partie des

stratégies possibles, selon l'évolution des événements, mais la machine fédérale se trouve devant un tel engorgement, au plan législatif et administratif, qu'il ne saurait s'agir là que d'une décision de dernier recours.

En effet, à moins de croire que la bureaucratie fédérale peut fonctionner toute seule, il est facile d'imaginer l'urgence de la rentrée parlementaire. Depuis le 27 mars 1979, moment où l'ex-leader parlementaire Allan MacEachen annonçait la dissolution des Chambres et la convocation d'élections générales pour le 22 mai, le Parlement canadien n'a siégé que deux courts mois sous la direction éphémère de Joe Clark.

Le hiatus conservateur a été si bref que le nouveau gouvernement retrouve à peu de choses près la machine fédérale dans l'état où elle se trouvait il y a un an. Quelques hommes à déplacer. C'est déjà fait dans le cas du numéro un de la fonction publique. M. Trudeau a ramené Michael Pitfield au poste de greffier du conseil privé et secrétaire du cabinet. Une masse imposante de décisions législatives et administratives qui sont restées sur la glace pendant que la politique prenait le pas sur les affaires de l'État.

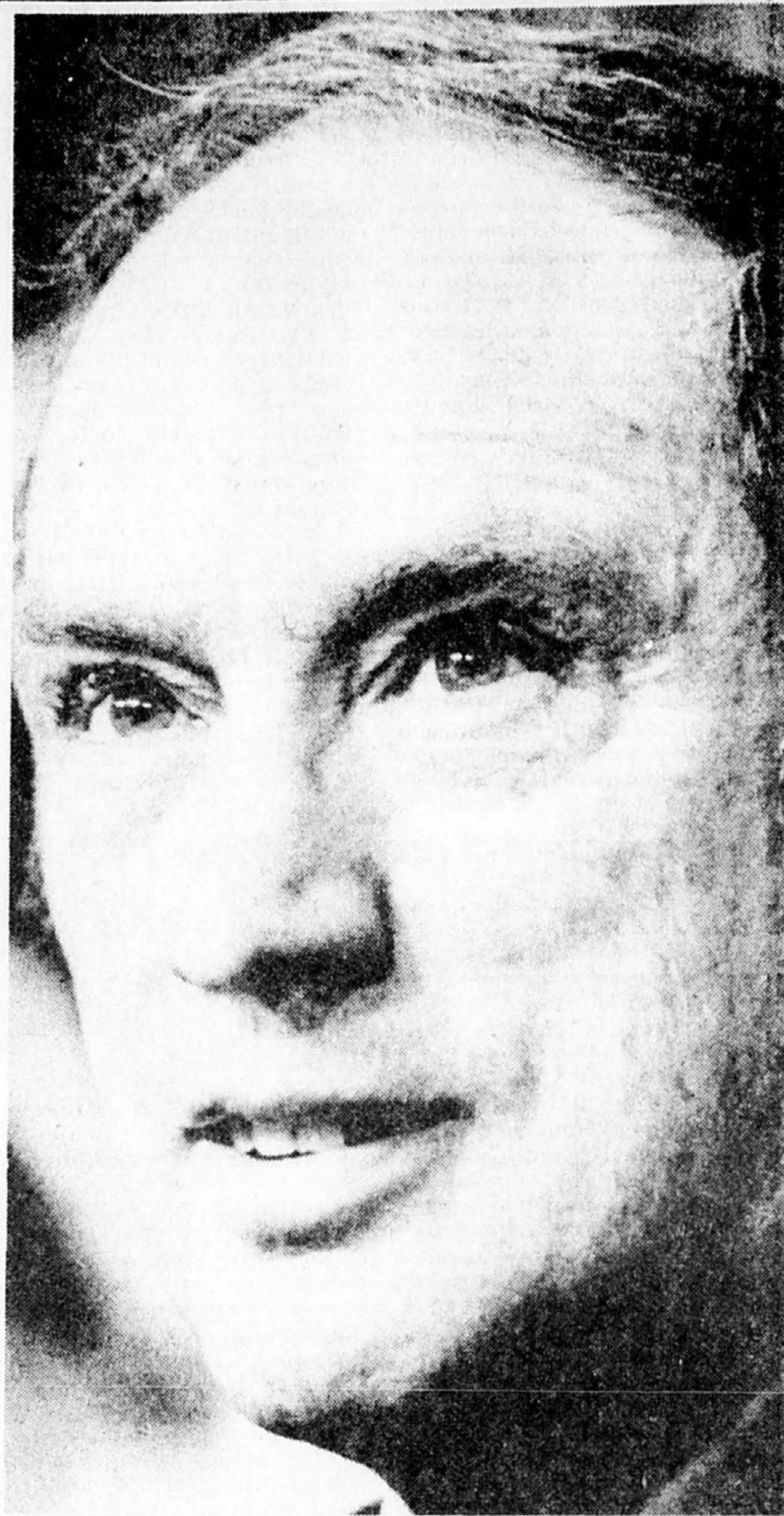
Au premier chef, le budget. Il est assez incroyable d'imaginer que le dernier budget a été déposé par M. Jean Chrétien en novembre 1978. Près de \$50 milliards ont déjà été dépensés sans

que les élus du peuple aient eu le loisir d'approuver les crédits des ministères. Et depuis la défaite du budget Crosbie de décembre, le gouvernement canadien s'administre au jour le jour par des autorisations du gouverneur général.

Le règne des bureaucrates

«Ce qu'il y a de plus dramatique dans tout cela, notait récemment le critique néo-démocrate en matière de finances, M. Bob Rae, c'est que ce sont les bureaucrates, plutôt que les députés, qui décident de l'orientation économique du pays, dans une période des plus troublées où il faudrait à la barre une main ferme et des politiques bien définies.»

Pressé de révéler la date de son prochain budget, le nouveau ministre des Finances, M. Allan MacEachen, parle de semaines, peut-être de mois. Il tient à régler avec les provinces productrices, c'est-à-dire avec l'Alberta de Peter Lougheed, la question du prix du pétrole domestique et du partage de l'assiette fiscale qui en découle avant de s'exécuter. Son prédécesseur, M. John Crosbie, dont le gouvernement se faisait fort de s'entendre facilement avec un gouvernement conservateur, a échoué sur ce dossier et il a dû se résoudre à présenter un budget qui, au chapitre énergétique, était basé sur des hypothèses. S'il ne fait



Pierre Trudeau.

pas la même chose, M. MacEachen sera probablement forcé de présenter à tout le moins un budget temporaire pour boucher les trous, en attendant de pouvoir donner aux Canadiens un aperçu de ce qui les attend sous le nouveau régime libéral.

Au plan législatif, c'est la panne sèche. Il faudra des mois aux Communes pour seulement passer à travers les projets de loi qui ont été déposés par le précédent gouvernement et

même par le gouvernement libéral. C'est le cas, par exemple, de la réforme de la loi bancaire. Plusieurs projets de loi découlant du dernier budget Chrétien n'ont même pas reçu l'approbation de la Chambre. Loin de s'accorder un répit pour la campagne référendaire, il n'est pas impossible que les Communes prolongent leurs travaux au-delà du 1er juillet, date habituelle des vacances d'été pour les députés d'Ottawa.



Georges Marchais.

LES «PRÉSIDENTIELLES» FRANÇAISES

Pour Marchais, un objectif: casser le Parti socialiste

—2—

PARIS — La relance de l'affaire Marchais, vieille de dix ans, a évidemment quelque chose à voir avec la proximité de l'élection présidentielle.

Pour les communistes, un objectif prioritaire: casser le Parti socialiste, le déloger de sa position de premier parti de gauche. Entre les deux anciens alliés, ce sera donc la guerre ouverte.



LOUIS-BERNARD ROBITAILLE

(collaboration spéciale)

Les nouvelles révélations de «L'Express» n'étonnent pas. Le directeur Jean-François Revel a toujours souhaité séparer les socialistes du PC et les ramener vers des alliances centristes. Cette stratégie passe par un affaiblissement de Georges Marchais.

Des silences qui inquiètent

Il n'est pas sûr que ce remue-ménage autour de ses années de guerre ait une influence considérable sur le vote.

Bien sûr, l'affaire reste troublante: même s'il n'a absolument aucune chance d'être élu à la présidence, comment un candidat peut-il, sans inquiéter, avoir un trou aussi considérable dans sa biographie (1942-1947), et à une époque aussi capitale pour l'histoire de la France? Marchais aurait-il fait du sabotage contre l'industrie française au moment du pacte germano-

- POUSSER LE PS VERS LE CENTRE ET LA DROITE
- LA STRATÉGIE EST RISQUÉE
- LE PC ITALIEN COUPE LES LIENS
- PERTE D'APPUIS IMPORTANTS
- DEVANCER LE SOCIALISTE AU 1er TOUR

soviétique? A-t-il fait des séjours à Moscou pendant cette période mystérieuse? A vrai dire, ce sont surtout ses silences et ses explications contradictoires qui inquiètent. Marchais entretient-il le mystère pour avoir l'air victime d'une «campagne»? Ou alors que cache-t-il?

Ceci dit, les Français ont beaucoup d'indulgence pour les secrets — ceux de l'État ou des hommes politiques — et manifestent de l'indifférence sinon de l'agacement pour ce genre de «révélations».

Dans la classe politique, tout le monde a déjà volé à son secours, à commencer par Giscard et Chirac: c'est la loi du silence qui joue, et on peut être certain que personne ne prendra l'initiative de «remuer la boue» dans cette affaire. Quant à l'électorat du PCF, c'est certainement le plus marqué idéologiquement, donc le moins susceptible d'accorder de l'importance (ou même foi) à des questions personnelles du genre.

En fait, les chances du PCF se jouent sur sa stratégie même: sa décision confirmée de casser l'union de la gauche et la position dominante du Parti socialiste. Toute l'activité — notamment internationale — du candidat Marchais depuis quelques mois va dans ce sens. Une stratégie qui repose sur le raisonnement suivant:

—L'union de la gauche, loin de profiter aux communistes, a au contraire permis au PS (faible

jusque-là) d'occuper une position de force, avec 25 ou 28 p cent des voix.

—Un tel déséquilibre de la gauche mène tôt ou tard à une marginalisation du PC: il faut donc arrêter cette dynamique.

—La rupture condamne la gauche à l'opposition pour de très longues années? Les communistes travaillent devant l'histoire: ils ont le temps. Et puis, autant avoir un PCF fort et régnant sur l'opposition, que faible et dominé dans un gouvernement de gauche.

Traduction pratique de cette stratégie: utiliser tous les arguments, même les plus invraisemblables, pour convaincre l'électorat de gauche de la «trahison» des socialistes. Mais surtout harceler le PS de manière à effectivement le pousser vers le centre et la droite. Mis dans une situation intenable, les socialistes finiront bien un jour ou l'autre par «trahir». Le PC pourra alors reprendre sa place, son monopole sur l'opposition «pure et dure».

La stratégie est risquée. Pour se démarquer du PS, Marchais est obligé de forcer la dose: appui solennel à l'invasion de l'Afghanistan par les troupes russes, sarcasmes sinistres sur la «bonne santé» des dissidents soviétiques à leur sortie de camp ou d'asile, et maintenant convocation pour la fin du mois, avec les PC d'Europe de l'Est, ou inconditionnels de l'URSS, d'une

conférence sur le désarmement... où il ne sera question que de désarmement de l'OTAN.

Une conséquence directe: le PC italien, après avoir pris acte de ses divergences, a pratiquement rompu avec «monsieur» Marchais, son chef Enrico Berlinguer a officiellement rencontré le socialiste Mitterrand à Strasbourg. Il boudera la conférence organisée par Marchais. Isolés des «partis frères» italien et espagnol, le PCF risque de perdre, sinon auprès des militants, du moins auprès de son électorat, moins inconditionnel, des appuis importants. Fera-t-il encore 20 p cent des voix sur une telle stratégie de guerre froide?

Marchais espère de cette manière pousser les socialistes à droite. Ce qui lui permettrait de triompher: «je vous l'avais bien dit». Effectivement cette stratégie suicidaire risque de nuire également aux socialistes. En privant la gauche de tout espoir de victoire, Marchais prive le PS d'une stratégie crédible. Dans cette élection «pourrie», tout concourt à un émiettement des voix entre l'extrême-gauche, les écologistes, un radical de gauche, le parti socialiste unifié, etc. Autant de voix en moins pour le PS qui risque de ne pas trop faire bonne figure et de perdre des voix par rapport au score déjà modeste de mars 1978 (25 p cent). L'idéal, pour Marchais, serait, à la faveur de cette division, de devancer le socialiste au premier tour: un rêve qui a peu de chances de se réaliser. Mais tout grignotage des positions socialistes constituerait quand même une victoire. Reste à savoir à qui sert ce genre de victoire.

DEMAIN: La surprenante faiblesse de Chirac.

Camil Samson à son meilleur

■ VAL D'OR — Le chef démocrate-creditiste, Camil Samson, est à son meilleur dans sa région, l'Abitibi. Hier soir, il n'a pas démenti sa réputation alors que le Comité national pour le NON visitait pour la première fois sa région dans le cadre de la campagne référendaire.

M. Samson a d'abord rappelé qu'il était un fils de défricheur et

CLAUDE-V. MARSOLAIS
de notre envoyé spécial

que comme lui, de nombreux pionniers avaient bâti l'Abitibi avec leurs mains et leur courage. «Il fallait 24 heures pour monter en train jusque dans la région. On y montait en chars à boeufs. C'était la vraie misère. Pensez-vous que l'on a bâti ce coin de pays pour le voir briser par le Parti québécois?», a-t-il lancé aux 700 personnes présentes au sous-sol de l'église Saint-Sauveur à Val d'Or.

Le député de Rouyn-Noranda a ensuite indiqué que la séparation du Québec voudrait dire que tous les abitibiens devraient aban-

donner leurs parents et leurs amis vivant dans le Nord-ouest ontarien. Il a signalé que de nombreux chômeurs de sa région allaient travailler dans les villes minières pour pouvoir payer les taxes élevées du ministre Parizeau.

De l'impôt, il dira qu'il préfère en payer moins à deux places que plus à un seul gouvernement en faisant allusion au projet péquiste de rapatrier au Québec tous les impôts.

Expliquant ensuite sa présence aux côtés de MM. Ryan et Chrétien, il a déclaré: «Lorsque le feu est pris à la maison, on ne cherche pas la couleur du costume que devraient porter les pompiers. On cherche de l'eau. Or, on en a de l'eau pour sauver le Canada.»

Lors de cette assemblée à Val d'Or, Mme Ryan a pris la parole pour inviter les «Yvette» à mettre «leur discrétion sur la place publique». Faisant allusion à la publicité télévisée du OUI ou Hélène Loiselle joue avec des petits bonshommes sur une balance, elle a suggéré à l'auditoire de se méfier des femmes à la voix douce.

Enfin, le ministre Jean Chrétien s'est dit outragé de son récent passage devant un auditoire de l'Université de Montréal alors qu'il aurait été traité de «traître» par un étudiant. «Cet étudiant me détestait. Pourtant je suis aussi patriote que n'importe quel Québécois. C'est ce genre de di-

vision que je crains avec le référendum.»

Plus loin, M. Chrétien a soutenu que si le Québec quittait la Confédération, l'Ontario se retrouverait en minorité dans le Canada, laissant entendre que ce pays ne serait plus viable économiquement.

Université de Montréal
Faculté de l'éducation permanente

INSCRIPTION PRINTEMPS 1980

Les étudiants déjà admis à un programme qui n'ont pu faire leur demande d'inscription avant le 31 mars auront la possibilité de s'inscrire à un certain nombre de cours qui ne seraient pas complets en se présentant à la:

Faculté de l'éducation permanente
333, chemin Queen Mary, 6e étage

les 16 et 17 avril
de 9:00 à 18:00

Renseignements:
343-6090

LA CLE
DES VRAIES
AUBAINES,
LES PETITES
ANNONCES
285-7111

ANGLAIS-ESPAGNOL
Cours de conversation
LPS
Un cours fait sur mesures
Sessions spéciales de printemps

Au choix
I) Cours individuels
Enseignement: 2 semaines à temps plein (avec professeur)
Fréquence: du lundi au vendredi
Horaire: de 9h00 à 16h30
Durée: 60 heures
Prix total: \$835.00, déductibles pour fins d'impôts (100%).
Début des cours: chaque semaine, jusqu'au 2 juin 80.

II) Cours en groupe
Enseignement: Petits groupes
Fréquence: 2 soirs par semaine
Horaire: de 18h30 à 22h30
Durée: 40 heures
Prix total: \$225 (paiement au comptant \$195.00), déductibles pour fins d'impôts (100%).
Début des cours: 12 mai 1980.
Nombre de sessions: 1 seulement
N.B. Si vous préférez suivre vos cours cet automne, inscrivez-vous avant le 18 juin et économisez.

Pour de plus amples informations
878-2821
LPS (Language Power Systems)
Place Bonaventure, 9 Frontenac
Montréal, H3A 1G6 Permis No 749766 (culture personnelle)

Les anciens combattants devraient savoir à quelle intensité de radioactivité ils ont été exposés

■ OTTAWA (CP) — Le ministère de la Défense devrait émettre des avis à plus de 1,000 anciens combattants leur disant à quelle intensité de rayonnement radioactif ils ont été exposés il y a 20 ans, lorsqu'ils ont participé à des opérations de nettoyage de fuites nucléaires ou à des essais nucléaires. C'est ce qu'a déclaré le président de la Commission des allocations de retraite aux anciens combattants, M. Allan Solomon.

M. Solomon a ajouté que les anciens combattants souffrant du cancer ou de maladies reliées aux radiations et qui ont partici-

pé à ces activités de nettoyage ou à ces essais devraient présenter des demandes d'allocations à la Commission.

Le président a également demandé au ministère de la Défense qu'il fournisse à la Commission toute l'information nécessaire sur les activités nucléaires qui se sont déroulées dans une école militaire spécialisée dans l'enseignement de la guerre chimique et atomique au cours des années 50 à Borden, Ontario, sur les fuites nucléaires de Chalk River en 1952 et en 1958 et sur des essais nucléaires au Nevada vers la fin des années 50.

Cours de conversation en petits groupes

ANGLAIS/ESPAGNOL FRANÇAIS

(déductible de l'impôt)

- 4 semaines INTENSIF: 4h par jour
Coût: \$195 Début chaque mois
- 10 semaines 2 fois par semaine
Coût: \$145 Votre choix de l'heure et du jour.
Début chaque semaine

Egalement leçons privées — Inscription et livre: \$20

GALOIS

ÉCOLE DE LANGUES

Depuis 1965 1410, rue Stanley Suite 606 (Métro Peel) **844-5060**
Ouvert de 11h à 20h Culture personnelle, permis no 749755

HONDA DE SIGI

Chez Honda on donne ce qu'il faut!

Honda de Sigi vous donne ce qu'il faut!

AVEC  Et des mécaniciens entraînés par l'usine.

Commencez le printemps du bon pied avec le service  **HONDA**

APPORTEZ VOTRE VOITURE CHEZ LES EXPERTS

HONDA DE SIGI LTÉE  **HONDA AKS LTÉE**

1124, Bleury, Montréal 266, boul. Labelle

service 879-1554 voitures neuves 879-1550 **861-6110**

C'est le



de tout le monde.

Et chacun fait sa part.

En s'informant d'abord.

C'est la première fois que la population du Québec est consultée sur son avenir. Ça vaut la peine de bien se renseigner, d'en discuter en famille, entre amis. Il ne faut pas rater cette chance d'obtenir enfin ce qu'on veut depuis si longtemps: être associés mais d'égal à égal.

En examinant sans préjugés les avantages du OUI.

Au référendum, on ne vote pas pour ou contre un parti politique. Chaque Québécois, chaque Québécoise doit faire son choix pour notre avenir à tous.

Voter NON, c'est renforcer le statu quo.

Voter OUI, c'est permettre le déblocage.

Voter NON, c'est tourner en rond.

Voter OUI, c'est ouvrir la négociation avec un mandat précis.

En répondant à la vraie question, pas à des interprétations.

Certains ont intérêt à fausser le sens de la question posée. Il est donc important que chacun lise bien la question officielle. C'est sur cette question que chacun va voter, pas sur des interprétations.

En appuyant le Regroupement national pour le OUI.

C'est le OUI de tout le monde, financé par tout le monde (aucune contribution de compagnies ou d'organismes). Tous peuvent devenir membres du Regroupement. Si vous ne l'avez déjà fait, demandez votre carte Québec printemps 1980 en communiquant avec le bureau du Regroupement national pour le OUI de votre circonscription ou en joignant \$2.00 au coupon-réponse ci-dessous.

Je désire devenir membre du
Regroupement national pour le OUI.
J'inclus ma contribution de \$ _____

Nom: _____

Adresse: _____

Postez à:

Le Regroupement national pour le OUI
1430, rue St-Denis
Montréal, Qué. H2X 3J8
(514) 842-4251

Le Regroupement national pour le OUI

Autorisé par Jean-Pierre Nivelle, agent officiel du Regroupement national pour le OUI, 1430, rue St-Denis, Montréal

amnistie internationale

VENTE AUX ENCHERES
D'OEUVRES D'ART

l'atelier continu
1200 est, rue laurier
le 16 avril 1980
à 20 heures



HONDA
DU GRAND SERVICE

Le grand ralliement des p'tites!

Propriétaires de Honda, pourquoi prendre des risques avec des inconnus? Venez donc, en toute confiance chez Rallye Honda pour votre service d'entretien. Vous verrez, entre Honda on se comprend bien.



Notre ordinateur dépiste immédiatement ce qui ne va pas... Nos mécaniciens diplômés de l'école de service Honda connaissent bien leur affaire.

Et nous avons 12 travées de service afin d'effectuer le travail à temps.

SE FAIT CHEZ

Angle Clément et Lafleur
à LaSalle **364-1121**



RALLYE
HONDA

Votre horoscope



DU 21 MARS
AU
20 AVRIL

Dans l'ensemble, vous allez évoluer intellectuellement, ce qui nécessite des efforts mais vous en serez heureux. De nouveaux horizons s'ouvriront devant vous. Au travail, vous ferez preuve de jugement et vous saurez rajuster votre tir. Sur le plan sentimental, votre thème astral indique que vous ne saurez plus exactement ce qu'il est bon de faire ou de ne pas faire.



DU 21 AVRIL
AU
20 MAI

Côté du domaine du travail, vous adopterez une nouvelle ligne de conduite avec une infinie facilité. Vous saurez tirer un profit inespéré de votre potentiel. Le moment serait idéal pour passer en revue vos principaux objectifs. Le plus réaliste vous serez, le moins déçu vous serez. Ne passez pas votre temps à construire des châteaux en Espagne et allez de l'avant.



DU 21 MAI
AU
21 JUIN

Côté du cœur, vous allez remettre en cause certains principes essentiels qui ont guidé votre vie sur le plan sentimental. Nul doute que ce vent de renouvellement sera très favorable, tout en vous plongeant dans des périodes d'expectative où vous ne saurez réellement pas comment agir. Au travail, faites-vous confiance, vous ne ferez pas d'erreur de parcours.



DU 22 JUIN
AU
22 JUILLET

Une foule de détails vagues et inutiles encombreront votre esprit concernant votre avenir. Voyez donc à vous établir un programme clair et simple à suivre. Soyez souple, tolérant, indulgent. Il semble que vous réagirez mal à la moindre observation, alors comment vous étonner si vos rapports avec ceux qui vous entourent sont désagréables. Cultivez l'optimisme.



DU 23 JUILLET
AU
23 AOÛT

Les influences planétaires feront que vous aspirerez à vivre une existence simple et vous aurez tendance à rester dans l'ombre pour pouvoir y être naturel et sincère, enfin vous voudrez être vous-même. Sur le plan du travail, vous souffrirez de nervosité. Ne repoussez pas une décision à prendre, sinon cela vous absorbera tellement que vous vous retrouverez angoissé.



DU 24 AOÛT
AU
22 SEPTEMBRE

Dans le domaine du travail, vous aurez la triste impression que vous pécitez lamentablement, ce qui risque de vous inciter à prendre des décisions aussi soudaines que déraisonnables. Sur le plan amical, vous subirez une série de petits déboires. Sur le plan du cœur, faites un peu votre autocritique, vous n'êtes pas parfait non plus, alors soyez plus tolérant.



DU 23 SEPTEMBRE
AU
23 OCTOBRE

Sur le plan des sentiments, vous auriez intérêt à ne pas écouter les avis de Pierre et de Paul, soyez seul juge. Vivez davantage pour vous-même et prenez le temps qu'il faut pour vous détendre, car c'est le seul moyen de conserver un bon moral et de surmonter victorieusement les petits ennuis du quotidien. Au travail, vous serez porté à critiquer d'une façon abusive.



DU 24 OCTOBRE
AU
22 NOVEMBRE

Sur le plan sentimental, les influences planétaires vous porteront à tout critiquer. Etes-vous tellement bien placé pour condamner? Il semble que la jalousie, le doute, le soupçon formeront le fond du climat. Au travail, vous aurez tendance à accumuler les colères renouées. Vous serez tendu, agité, impatient. Vous reverrez d'évasion, d'aventures ou de vacances.



DU 23 NOVEMBRE
AU
21 DÉCEMBRE

Si vous possédez un grain de sagesse, vous éviterez d'être impatient et colérique et sachez que vous n'avez aucun intérêt à défendre un point de vue que personne ne veut écouter. Sur le plan sentimental, regardez les choses du bon côté; vous n'êtes tout de même pas à plaindre. Les influences planétaires vous rendront indiscipliné, grognon, en somme insociable.



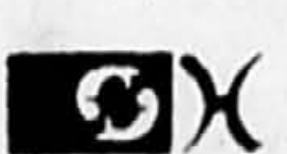
DU 22 DÉCEMBRE
AU
20 JANVIER

Laissez-vous guider uniquement par votre bon sens et votre réalisme. Le moment n'est absolument pas aux rêveries stériles. Vous admettez sans peine que ce qui caractérise la valeur constructive d'une idée, ce sont les résultats positifs que sa mise en pratique rapporte. Il vous est conseillé de ne pas perdre votre énergie en vains efforts peu importe le domaine.



DU 21 JANVIER
AU
19 FÉVRIER

Dans le domaine du travail, il faudra vous rappeler que l'impatience ne fait que créer des obstacles supplémentaires, alors que la patience les dissipe. Sur le plan amical, vos amis auront des idées banales. Une personne que vous intéressez tendrement aimerait bien vous voir plus sentimental et plus passionné. Vous saurez toutefois éviter les tensions.



DU 20 FÉVRIER
AU
20 MARS

Vous saurez apporter à votre vie de travail ce qu'il faut de légèreté et d'humour pour que les rapports ne soient pas pesants. Sur le plan sentimental, amical et social, vous essayerez d'avoir l'esprit ouvert, d'être non-conformiste et vous aurez l'impression qu'il ne faut pas trop faire confiance à la logique. Plusieurs personnes vous sembleront démodées.

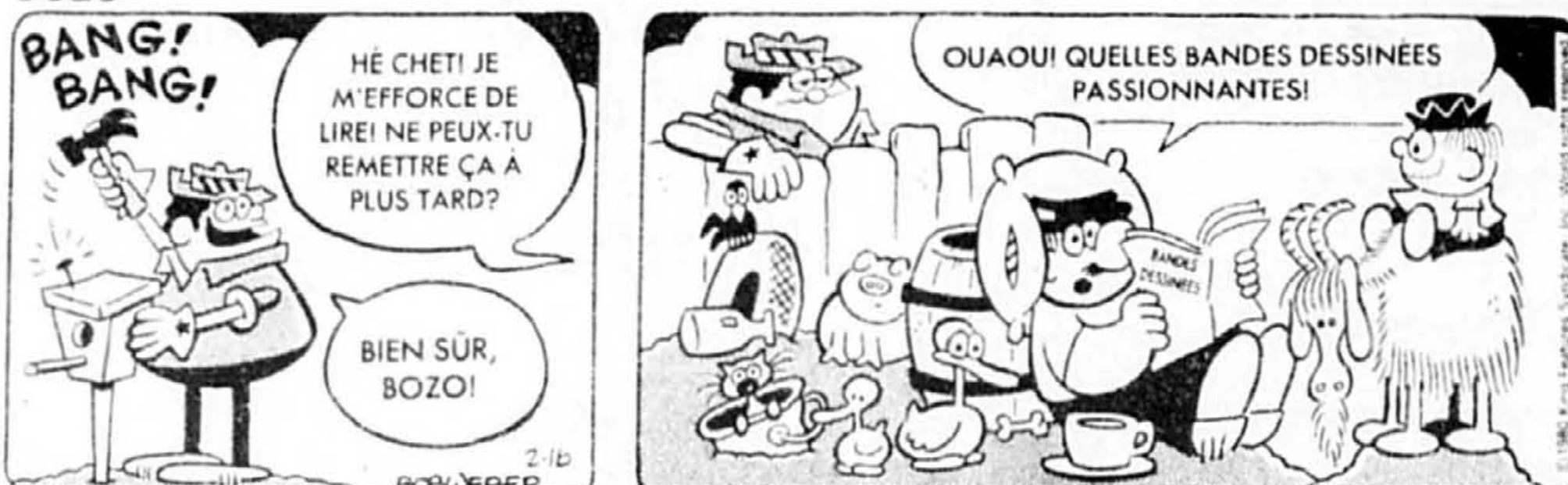
LES NAUFRAGÉS



CANDIDE



BOZO



MUTT ET JEFF



PHILOMÈNE



PEANUTS



FERDINAND



HAGAR DUNOR le VIKING



HISTOIRE DES JEUX OLYMPIQUES/MELBOURNE 1956



RÉPONSE A VOS QUESTIONS

Si vous recherchez la réponse à un problème se rapportant à l'astrologie, il suffit d'écrire à VOTRE HOROSCOPE. La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal. H2Y 1K9

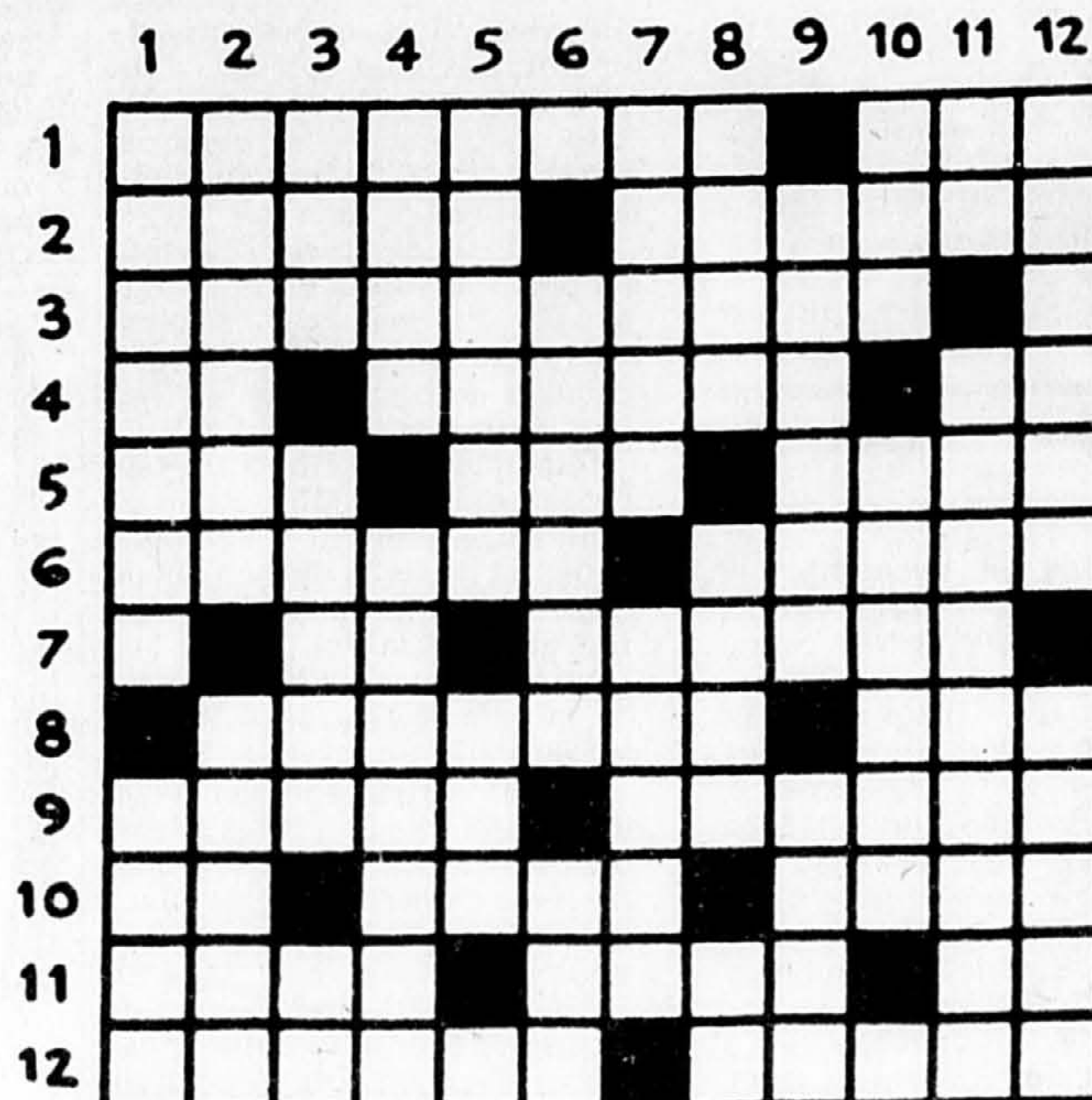
QUESTION — Je suis née le 21 juillet 40 entre minuit et 1 h du matin et mon mari le 21 février entre 4 h et 6 h p.m. J'aimerais connaître nos ascendances, nos chiffres chanceux respectifs et ce que nous réserve l'avenir côté travail, argent, entente, amour.

RÉPONSE — Votre ascendant: TAUREAU et celui de votre mari: LION. Vos nombres

chanceux: 3-6-15-21-24-30 et les siens: 4-5-9-19-10-33. Pour vous l'échange avec autrui, les contacts humains et les services à vos semblables peuvent s'inscrire en tête de liste de vos préoccupations au cours des mois qui viennent. Tandis que pour votre mari ce soit le contraire et qu'il ne parvienne qu'avec difficulté à décider de ses activités ou de ses objectifs. Il préférera conserver ou protéger l'acquis plutôt que de prendre des initiatives et votre condition financière, remarquez, ne s'en portera pas plus mal. L'année en cours peut être une période de bilan, de mise au point, après quoi vous pourrez repartir plus organisés et en pleine possession de vos moyens et de votre chance. Un démenagement dans l'air qui peut trouver son application en fin d'été ou début de l'automne prochain est aussi prévisible.

QUESTION — Je suis née le 25 octobre 59 à 5 h 25 du matin. J'aimerais si possible connaître ma planète dominante, ainsi que le signe qui s'harmonise le mieux au mien.

MOTS CROISÉS



- HORIZONTALEMENT**
- 1—Groupement politique fasciste — Arrose Béziers.
 - 2—Nettoyer — Dire son avis.
 - 3—Modification apportée à un projet de loi.
 - 4—Double règle — Rapports sociaux — Décimètre.
 - 5—République arabe unie — Première page d'un quotidien — Passe à Chartres.
 - 6—Lumière qui précède le lever du soleil — Se tromper.
 - 7—Dévêtu — Mal du XXe siècle.
 - 8—Redingotes — Avachi.
 - 9—Pointes une arme sur l'objectif — Normes.
 - 10—Personne qui excelle — Crier (cerf) — Ville d'Espagne.
 - 11—Flaire — Boule — Dans la gamme.
 - 12—Pense — Traverse le lac des Quatre-Cantons.

- VERTICALEMENT**
- 1—Débris de matériaux de construction — Boue qui se dépose au fond des eaux.
 - 2—Groupement de quelques maisons — Sables mouvants.
 - 3—Prière — Sont utiles aux électriciens — Neptunium.
 - 4—Lambin — Manifeste.

- 5—Chaleur vive — Baie du Japon.
- 6—Prénom masculin — Débuté en juin.
- 7—Petit bloc de caoutchouc — Planète.
- 8—Arme blanche — Anneau de cordage — Tour.
- 9—Grefte — Garni (voilier).
- 10—Se procurent — Prénom féminin.
- 11—Ile de l'Atlantique — Ils domptent des animaux.
- 12—Maltraiter — Chevilles.

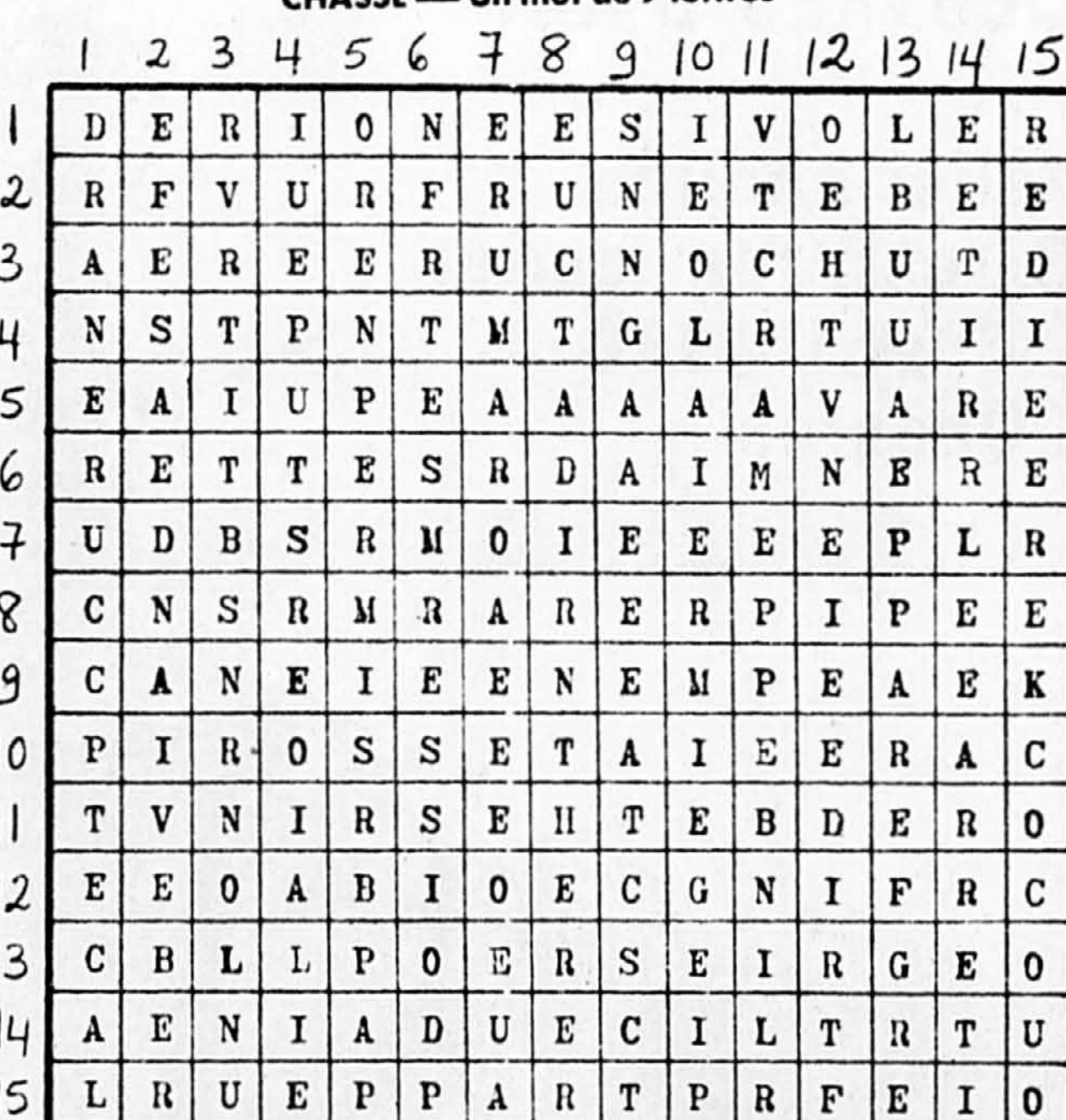
Solution au prochain numéro



Solution du dernier problème

MOT-MYSTÈRE

CHASSE — Un mot de 7 lettres



ABOIS	CROSSE	HAMPE	PASSEE	RIDEE
AMEUTER	CUREE	HERE	PERMIS	SETTER
APPEAU	DAIM	HURE	PIEGE	TIR
ARC	DAINE	LACET	PIETER	TRAPPEUR
ARRET	DIANE	LAIE	PILET	TUER
BETE	EIDER	LEVON	PIPEE	VENERIE
BRISEES	EPIEU	MENEE	PREDATEUR	VENT
CANE	FEU	NOIRE	RAGOT	VIANDE
CARIBOU	FLECHE	OIE	RALE	VISEE
CENDREE	FUTAIE	OREE	RAMURE	VOL
CERF	GIBIER	ORION	RATER	VOLER
COCKER	GITE	OURSE	RENARD	

Solution du dernier problème: PATURON

Explication du jeu

Éliminez un ou les mots de la liste que vous repérez dans la grille. Ces mots peuvent se lire horizontalement, verticalement, diagonalement, de droite à gauche, de gauche à droite, de bas en haut et de haut en bas.

Les lettres qui vous resteront composent le mot-mystère

RÉPONSE — Vous n'avez d'angulaires que Mars et Neptune conjoints en 1re Maison de votre Thème qui peuvent jouer ce rôle de domination mais, interceptée, ces planètes ont une influence amoindrie. Votre signe d'entente: Bélier. L'objectif sentimental que vous poursuivez peut se réaliser au cours des premiers mois de 81, pas avant.

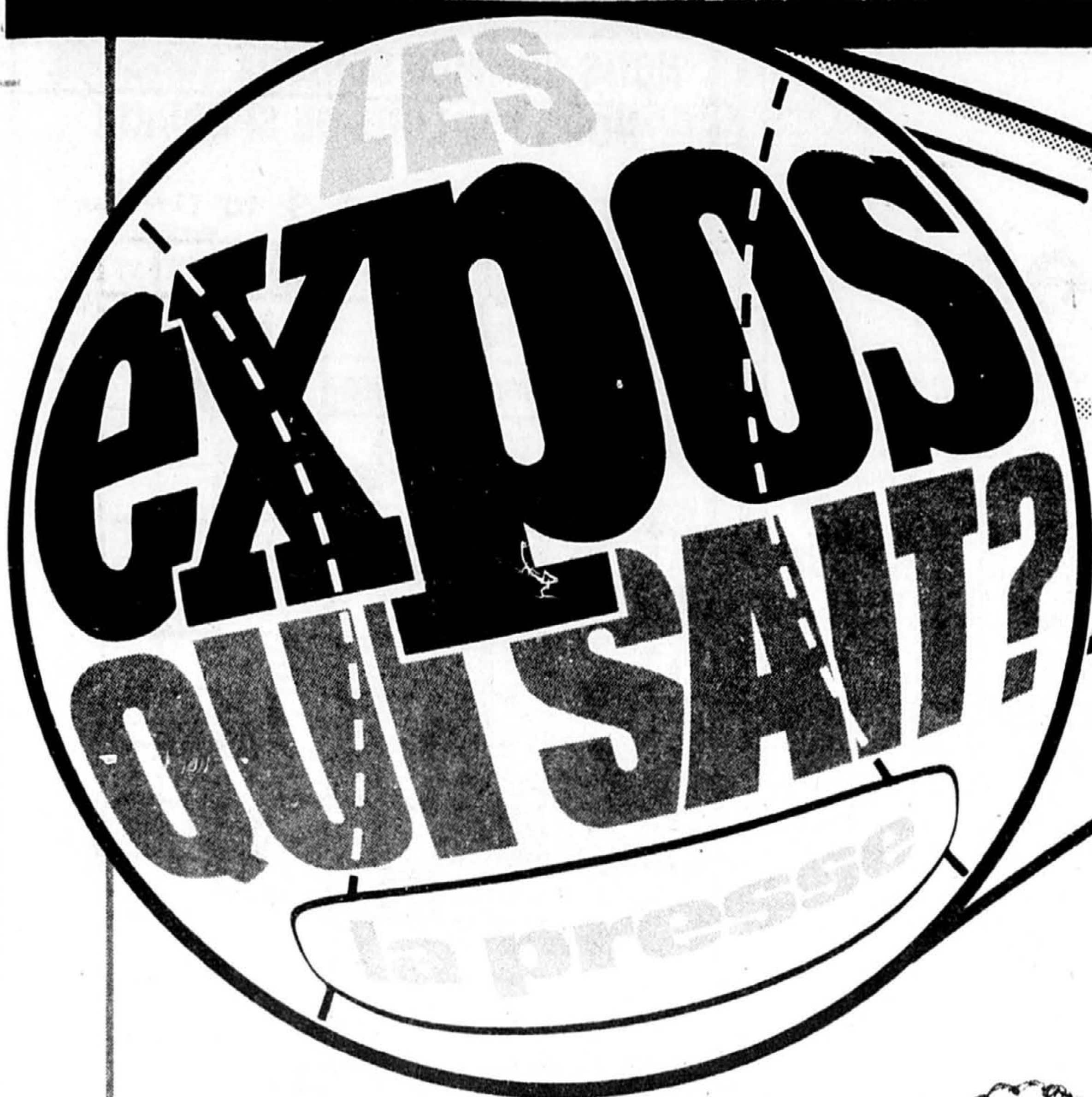
QUESTION — Je suis née à Montréal le 7 juin 57 à 1 h 50 p.m. J'aimerais connaître mon ascendant, (je me suis fait dire qu'il était Sagittaire ou Balance). Voyez-vous un mariage prochain pour moi et que me réserve en fait l'avenir? Merci.

RÉPONSE — Votre ascendant: VIERGE. L'année en cours se montre favorable à la préparation de ce mariage que vous souhaitez mais qui ne se réalisera qu'en 81. L'avenir se montre constructif pour les deux années à venir sans que vous ayez à faire d'efforts disproportionnés aux buts que vous voulez atteindre. Sur le plan financier vous prendrez cons-

cience de possibilités inconnues dont vous disposez en rapport avec ce plan, et vous les exploiterez avec profit, expliquent certaines configurations de votre tracé astral.

QUESTION — Je suis née le 12 septembre 1920 entre 13 h 30 et 14 h 30. J'aimerais connaître mon ascendant, mes chiffres chanceux et un peu de ce que me réserve l'avenir. Merci.

RÉPONSE — Votre ascendant: SAGITTaire. Vos chiffres chanceux: 3-6-11-17-21-30. Cette année le travail peut conditionner tous les autres domaines de votre existence. Vous pouvez même entreprendre des tâches au-dessus de vos forces sous prétexte de rendre service et d'améliorer votre propre condition. Il ne serait pas étonnant qu'un excès de travail d'une trop longue durée mine votre santé. Prudence, indiquent vos astres. Bonne intuition qui peut vous guider heureusement dans les jeux de hasard. Un long voyage en août est également fort possible. Voilà le gros de votre bilan pour l'année en cours.



RÉJEAN TREMBLAY

MICHEL MAGNY

JEAN AUCOIN

*Tout l'été.
Chaque jour.
Ici et
à l'étranger.
Dans le stade
et les coulisses.
On suit les faits
et gestes de
nos Expos.*

*Suivez-les
avec nous!*

Profitez-en pour vous abonner!

la presse

285-6911

SELON UN MEMBRE DU CIO

Les Jeux de Moscou pourraient être annulés

(D'après PC et AFP) — Le Comité international olympique (C.I.O.) pourrait annuler les jeux d'été, estime M. Douglas F. Roby, l'un des deux membres américains du C.I.O., si les pays de l'ouest décidaient — eux aussi — de ne pas envoyer d'équipes à Moscou.

Au lendemain de la décision prise à Colorado Springs par l'U.S.O.C. (Comité olympique des États-Unis) de ne pas accepter l'invitation de l'URSS, Douglas F. Roby a déclaré que si le gouvernement de Jimmy Carter réussissait à persuader d'autres gouvernements de se joindre au mouvement de boycottage, le C.I.O. ne maintiendrait pas les jeux, dont la date d'ouverture est fixée au 19 juillet.

«A mon avis, a-t-il dit, si le président Carter réussit à convaincre les principaux pays, le C.I.O. annulera les jeux. La Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne de l'Ouest, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Canada... le C.I.O. ne veut pas voir des demi-jeux».

Toutefois, Douglas F. Roby doute que le C.I.O. prenne une décision dès sa réunion des 21/23 avril, à Lausanne: «C'est à peine dans un peu plus d'une semaine. Je serais surpris si le C.I.O. prenait déjà une quelconque décision. L'assemblée générale aura



Dick Pound



Douglas F. Roby

lieu une semaine avant les Jeux. Cela laisse du temps pour agir».

«Et si d'autres renoncent aux Jeux, a-t-il poursuivi, le C.I.O. peut convoquer une réunion spéciale ou organiser un vote par correspondance sur une résolution du bureau exécutif. Nous avons déjà employé cette procédure».

De son côté, le président du Comité olympique canadien, Dick Pound, a indiqué que la

résolution de boycottage des Jeux de Moscou prise par le comité américain n'aura aucune influence sur la décision que prendra son organisme.

Le gouvernement canadien a indiqué qu'il décidera d'ici deux semaines, s'il appuiera ou non le mouvement de boycottage des Jeux d'été.

Dick Pound a dit que la résolution adoptée par le Comité américain liait clairement le boycottage aux affirmations du prési-

dent Carter voulant que la sécurité du pays soit en jeu.

Il a ajouté qu'il appartiendra maintenant au président des États-Unis de montrer sans équivoque comment la situation en Afghanistan peut mettre en danger la sécurité des États-Unis.

Dick Pound a conclu en disant que l'absence des États-Unis diluerait peut-être la qualité des Jeux, mais ne les détruirait pas.

Égypte

Les comités et organismes sportifs égyptiens ont été les premiers à emboîter le pas aux Américains en annonçant hier leur décision de boycotter les jeux de Moscou en signe de protestation contre l'invasion de l'Afghanistan.

Le communiqué publié à l'issue de la réunion des responsables des différents comités et organismes égyptiens rend enfin «hommage à la décision du président Sadate de boycotter les Jeux de Moscou». Le chef de l'état égyptien avait, rappelle-t-on, déclaré devant le club de la presse américaine à Washington que l'Égypte ne se rendrait pas aux jeux d'été. L'Égypte avait boycotté les Jeux de Montréal conformément à la décision du comité olympique africain à la suite de la participation de la Nouvelle-Zélande.

C'est la semaine de l'Éducation

QUEBEC (PC) — «Apprendre à être citoyen, ça vaut le coup». Tel est le thème de la semaine de l'Éducation qui se poursuit jusqu'au 19 avril dans la province, organisée par l'Association d'éducation du Québec (AEQ).

La semaine a été inaugurée vendredi à

Rouyn-Noranda par le ministre de la Fonction publique et député d'Abitibi-Ouest, M. François Gendron, qui en a accepté la présidence d'honneur. L'ouverture avait également lieu dans huit autres régions de la province.



La beauté du jour

commence avec

Estée Lauder

Soulignez vos yeux de nuances subtiles

L'ombre à paupières, poudre crémeuse et translucide en tons ombrés pour la paupière et en coloris lumineux pour l'arcade sourcilier. Utilisez le crayon traceur pour rehausser et souligner vos yeux et pour la touche finale, le mascara automatique brillant.

A. Ombre à paupières (duo). «Starlight Silver-Starlight Blue», «Burnished Brick/Warm Brick», «Rose Star/Garnet Rose».

Prix Simpsons 950

B. Crayon traceur pour les yeux. «New Navy», «Softsmudge Black», «Shady Green».

Prix Simpsons 650

C. Mascara automatique brillant. Noir/brun, noir corbeau.

Prix Simpsons \$8

Votre prime: le nécessaire plein-jour

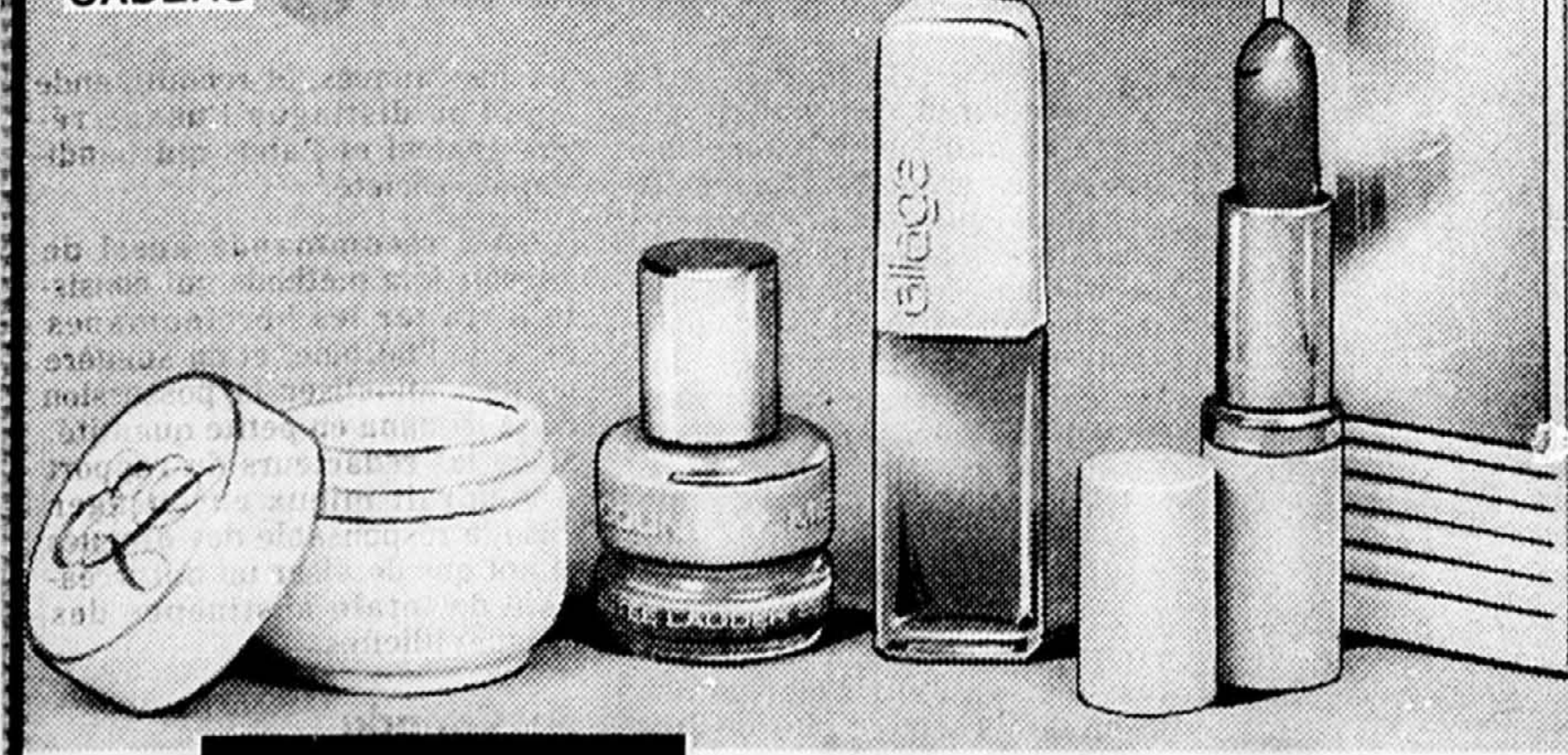
Un merveilleux cadeau d'Estée Lauder, vôtre avec tout achat de 8.50 ou plus de tout produit Estée Lauder. Un coffret-beauté renfermant les mille secrets indispensables pour rehausser votre beauté!

Crème performance européenne. Fond de teint liquide «Country Mist». Fragrance «Alliage» en atomiseur. Rouge à lèvres douceur et un joli miroir pour votre sac à main.

Offre valable jusqu'au samedi 19 avril 1980 ou jusqu'à épuisement du stock. Un nécessaire par client.

Rayon 204, au rez-de-chaussée, centre-ville. Aussi à Fairview, Anjou, Laval et St-Bruno.

CADEAU



Simpsons

Venez, écrivez... ou composez 842-7221 jour et nuit.

NULLE AUTRE BANQUE N'ÉTABLIT UN TEL RAPPORT AVEC VOUS.

BANQUE CONTINENTALE
DU CANADA

RAPPORT BANCAIRE PERSONNEL

MARGE PERSONNELLE DE CRÉDIT

97939
BANQUE CONTINENTALE DU CANADA

PAUL MARTIN
31 RUE LEGALIT
MONTRÉAL, QUE
H2Y 1Y5

N° de compte Page
201 067 1
Prélevé le 17 01 1980
Solde par défaut

Prélevé le 17 01 1980
Solde par défaut 360.00
Prélevé le 17 01 1980
Solde par défaut 20.00
Prélevé le 17 01 1980
Solde par défaut 340.00
Prélevé le 17 01 1980
Solde par défaut 3.55

Compte de crédit continué 201 067

1.200

860.00

PRÊTS ACTION

N° du prêt	Date	Montant	Termes
1000049	10 01 1980	6,000.00	
1000050	10 01 1980	6,100.00	

DÉPÔTS À TERME

N° de certificat	Montant	Date	Termes
979300001	1,201.00	10 25000	10 01 1982
979300002	1,202.00	10 25000	10 01 1982
979300003	1,203.00	10 25000	10 01 1982

COMPTE CAPITAL-ÉPARGNE

N° de compte	Compte	Date	Description	Revenus	Débits	Solde
501 095	Compte PAUL MARTIN					
			SOLDE DU RAPPORT PRÉCÉDENT REPORTÉ À NOUVEAU			0.00
15	10	OUVRE LE COMPTE			500.00	500.00
16	10	AVOIS DT-FR GEST	3.00			497.00
17	10	AVOIS DEBIT FR GEST	2.00			495.00
18	10	DÉPÔT			100.00	795.00
19	10	DÉPÔT POSTE			100.00	895.00
20	10	INTÉRÊT DÉPÔT		4.57		899.57
4	11	AVOIS DE CRÉDIT		4.00		903.57
17	11	VIREMENT DE DÉPÔT		30.00		933.57
23	12	DÉPÔT DE DIVIDENDES		53.00		986.57
11	01	DÉPÔT SALAIRE		250.00		1,236.57

Pour tous renseignements: Marie Caron

LE RAPPORT BANCAIRE PERSONNEL

En effet, nulle autre banque n'offre à ses clients les avantages d'un rapport mensuel complet et concis sur lequel figurent clairement toutes leurs transactions bancaires.

C'est tout comme recevoir la visite d'un comptable chaque mois, mais il y a plus encore! Votre rapport bancaire personnel fait état de tous les dépôts, retraits et chèques payés pour tous les comptes que vous désirez y voir figurer. Ceci comprend le compte rendement avec lequel vous obtenez de l'intérêt quotidiennement, tout en ayant le privilège de faire des chèques et le compte capital-épargne qui vous permet d'accumuler de l'intérêt chaque jour et ce, sur le montant total de votre épargne, quelle que soit la date du dépôt.

Le rapport bancaire personnel donne aussi, de façon détaillée, le montant, le taux

d'intérêt et la date d'échéance de vos dépôts à terme, ainsi que tout ce qui a trait à votre prêt "action" Continental.

Il fait mention de la somme dont vous pouvez disposer grâce à votre marge personnelle de crédit que vous pouvez obtenir sur demande et qui est une excellente protection en cas d'éventuels découverts dans votre compte. La Banque Continentale du Canada est seule à vous offrir un tel service.

Vous trouverez aussi, au bas du rapport bancaire, le nom du représentant des services aux clients aux comptes qui s'occupe personnellement de vous à la banque. Cette personne est en quelque sorte votre banquier personnel et peut vous faire connaître la gamme complète des services offerts par la banque.

Le représentant des services aux clients aux comptes, l'éventail complet des services bancaires et le rapport bancaire personnel font tous partie du Service bancaire personnalisé.

La Banque Continentale entretient des rapports plus personnels avec vous car elle vous considère comme un client de marque et non comme un numéro. Vous obtenez donc un meilleur service grâce à de meilleurs services bancaires.

Nous sommes à votre disposition dans un nombre sans cesse croissant de succursales tous services de la Banque Continentale du Canada, y compris celle située au:

600, boul. Dorchester ouest, Montréal

Téléphone 866-2841



BANQUE CONTINENTALE DU CANADA